

MAG *By Ladj*

JUN
12 | 26

Anthropic, l'IA et le frein mondial :
quand le marché
n'arrive plus à suivre

**Quand l'IA agentique
entre dans une rédaction :**
ce n'est plus de la science-
fiction, c'est le prochain
chantier !

**L'Europe régule,
l'Amérique avance,
la Chine accélère :**
la bataille mondiale
de l'IA

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**ET SI L'ISLAM DEVAIT, LUI AUSSI,
ENTRER DANS LE DISCERNEMENT ?**

N°: 06

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
version non-commerciale

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET SI L'ISLAM DEVAIT, LUI AUSSI, ENTRER DANS LE DISCERNEMENT ?

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

Intelligence artificielle et discernement institutionnel

Quand l'IA agentique entre dans une rédaction : ce n'est plus de la science-fiction, c'est le prochain chantier !

Anthropic, l'IA et le frein mondial : quand le marché n'arrive plus

Made in Morocco, marketplaces et export : la grande bataille du e-commerce marocain 2026

Réseaux sociaux au Maroc : la montée inquiétante de la brutalité ordinaire dans les commentaires

1 milliard de personnes utilisent ChatGPT, moins de 1% utilisent Codex !

Ce que les politiques n'ont pas compris de l'IA

L'Europe régule, l'Amérique avance, la Chine accélère : la bataille mondiale de l'IA

L'intelligence artificielle n'est pas une affaire de croyance

Jeux de guerre : quand l'intelligence artificielle choisit l'escalade

Nvidia veut mettre fin au PC passif, quand l'ordinateur personnel devient un agent intelligent !

L'écrivain face à l'algorithme: l'intelligence artificielle signe-t-elle la mort de la littérature?

Faut-il vraiment créer un label "sans IA" à l'université ?

L'IA, ou la nouvelle fracture entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent..

Google pousse l'entreprise vers l'âge agentique : impossible d'ignorer le basculement

L'IA agentique : nouveau mirage ou fin de l'entreprise logicielle ?

G7 numérique : l'IA au cœur d'une nouvelle bataille de souveraineté

ChatGPT donne-t-il l'impression d'être fatigué ?

L'IA devient réalisatrice : Google appuie sur "Play" avec Gemini Omni Flash



By Lodi



Imprimerie Arrissala



JUIN | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

CONTRIBUTEURS : DR AZ-EDDINE BENNANI - MAMOUNE ACHARKI - MAMADOU BILALY COULIBALY - MOHAMED AIT BELLAHCEN - BASMA BERRADA - PATRICIA GOMBO BOKI - SALMA CHMANTI HOUARI
WEBDESIGNER / COUVERTURE : IMAD BEN BOURHIM
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

EDITO

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ET SI L'ISLAM DEVAIT, LUI AUSSI, ENTRER DANS LE DISCERNEMENT ?

Il y a des moments où la technique cesse d'être technique. Elle devient une épreuve morale. Une fitna au sens profond du terme : non pas seulement une tentation, mais une mise à l'épreuve de notre lucidité, de notre justice et de notre rapport à l'humain

L'intelligence artificielle appartient désormais à cette catégorie. Elle n'est plus un simple outil de calcul, ni un gadget de laboratoire. Elle parle, conseille, imite, classe, recrute, surveille, produit, convainc. Elle entre dans nos maisons, nos écoles, nos entreprises, nos administrations, parfois même dans nos solitudes. Elle devient une présence.

Face à cela, le musulman ne peut pas se contenter de dire : est-ce halal ou haram ? La question est plus vaste. Elle touche à la dignité de l'être humain, à la justice sociale, au travail, à la vérité, à la responsabilité et à l'intention. Autrement dit, elle touche au cœur même de la foi.

Car l'islam n'a jamais séparé la technique de l'éthique. Le Coran ne condamne pas le savoir. Il l'élève. Mais il rappelle sans cesse que le savoir sans sagesse peut devenir orgueil. Et que la puissance sans justice peut devenir oppression.

Le problème de l'IA n'est donc pas seulement ce qu'elle peut faire. Le problème est : qui la contrôle ? Pour quel bénéfice ? Avec quelles limites ? Et au prix de quelles vies humaines déplacées, invisibilisées ou rendues inutiles par la logique froide de la productivité ?

Dans la tradition musulmane, toute puissance est une amana, un dépôt confié. L'argent est une amana. Le pouvoir est une amana. La parole est une amana. La science aussi. Dès lors, l'intelligence artificielle doit être pensée comme une immense amana contemporaine. Une responsabilité devant les hommes, mais aussi devant Dieu.

Or, aujourd'hui, cette puissance se concentre entre les mains d'un petit nombre d'entreprises, de nations et de laboratoires. Le risque est évident : une nouvelle forme d'injustice mondiale. Les pays riches développent les modèles, captent les profits, définissent les normes, tandis que les sociétés les plus fragiles deviennent des marchés, des fournisseurs de données ou des territoires d'expérimentation.

Où est alors la justice ? Où est la rahma ? Où est le souci du pauvre, de l'ouvrier, du jeune sans emploi, du professeur dépassé, du petit commerçant, du pays du Sud qui consomme une technologie qu'il ne maîtrise pas ?



L'islam ne peut pas rester silencieux devant cette redistribution invisible du pouvoir. Il doit rappeler une vérité simple : l'humain n'est pas une variable d'ajustement. Le travail n'est pas seulement un revenu. Il est dignité, lien social, utilité, reconnaissance. Remplacer massivement l'homme sans penser à sa place dans la société serait une faute morale majeure.

Mais il ne s'agit pas non plus de refuser l'IA par peur. L'islam n'est pas une religion de panique devant le progrès. Il est une religion de discernement. Il distingue entre le savoir utile et le savoir nuisible. Entre l'innovation qui sert la vie et celle qui détruit l'équilibre. Entre l'intelligence qui assiste l'homme et celle qui prétend le remplacer dans sa valeur.

La vraie question musulmane face à l'IA pourrait donc être celle-ci : cette technologie augmente-t-elle notre capacité à servir le bien, ou nourrit-elle notre orgueil ?

Car l'IA révèle aussi notre nafs collective. Notre impatience. Notre fascination pour la domination. Notre désir de tout automatiser, tout prédire, tout optimiser. Comme si le monde devait devenir une immense machine sans mystère, sans lenteur, sans âme.

Pourtant, l'homme n'est pas seulement intelligence. Il est conscience, souffle, vulnérabilité, responsabilité. Il est capable de repentir, de compassion, d'intention sincère. Aucune machine, aussi brillante soit-elle, ne porte le poids moral de ses actes comme le porte un être humain.

C'est pourquoi les oulémas, les penseurs, les éducateurs, les ingénieurs musulmans, les entrepreneurs et les responsables publics doivent entrer dans ce débat. Non pour donner des fatwas rapides sur des objets qu'ils n'ont pas encore compris, mais pour construire un vrai fiqh de l'intelligence artificielle : un fiqh de la dignité, de la donnée, du travail, de la vérité, de l'éducation, de la responsabilité.

Nous avons besoin d'un ijihad collectif. D'un discernement enraciné dans les finalités supérieures de la charia : protéger la vie, la raison, la dignité, les biens, la famille, la foi et l'équilibre social.

L'IA ne doit pas être abandonnée aux seuls ingénieurs, ni aux seuls marchés, ni aux seuls États. Elle concerne l'humanité entière. Et donc, elle concerne aussi la Oumma.

Le musulman peut accueillir le progrès. Mais il doit refuser l'idolâtrie du progrès. Il peut utiliser la machine. Mais il ne doit pas s'agenouiller devant elle.

Car au fond, l'intelligence artificielle nous pose une question spirituelle redoutable : que reste-t-il de l'homme lorsque la machine sait parler, écrire, calculer, imiter et décider ?

La réponse de l'islam est claire : il reste l'âme, la responsabilité, l'intention, la justice, la miséricorde. Il reste ce que la machine ne peut ni revendiquer ni porter devant Dieu.



Et c'est peut-être là que commence notre devoir : ne pas laisser l'IA devenir le miroir de nos ambitions les plus dangereuses, mais l'obliger à rester au service de ce que l'humanité a de plus noble.

**Non pas une intelligence contre l'homme.
Mais une intelligence sous le regard de la conscience.
Et, pour le croyant, sous le regard de Dieu.**

Allô les IA : « Vous allez trop vite. On n'arrive plus à suivre »

Il y a à peine quatre ans, le monde découvrait avec stupéfaction ChatGPT. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si l'intelligence artificielle va transformer notre quotidien, mais plutôt si nous sommes encore capables de suivre le rythme de cette transformation.

Chaque semaine semble apporter son lot de nouveautés. Une nouvelle version de ChatGPT. Un Codex plus autonome. Un Claude plus performant. Un Copilot plus intégré. Un Gemini plus multimodal. Un Perplexity plus agentique. À peine les utilisateurs commencent-ils à comprendre une fonctionnalité qu'une autre apparaît déjà.

L'impression générale est devenue étrange : ce ne sont plus les technologies qui s'adaptent aux humains, mais les humains qui tentent désespérément de suivre les technologies.

La vitesse d'évolution est telle que même les professionnels du numérique peinent à rester à jour. Les tutoriels deviennent obsolètes en quelques semaines. Les formations vieillissent avant même d'être terminées. Les experts d'hier redeviennent parfois des débutants quelques mois plus tard.

Mais le phénomène dépasse largement le cercle des grands modèles de langage.

Dans leur sillage, c'est tout l'écosystème numérique qui se transforme. Les plateformes de CRM intègrent des agents conversationnels. Les logiciels de design génèrent désormais des visuels complets à partir d'une simple phrase. Les outils de création de contenu rédigent, traduisent, résumant

et optimisent automatiquement. L'audio, la vidéo, la programmation, le marketing, la relation client, la veille stratégique et même la gestion administrative entrent progressivement dans une nouvelle phase d'automatisation intelligente.

Nous assistons à une transformation systémique.

L'IA n'est plus un outil parmi d'autres. Elle devient la couche technologique qui recouvre progressivement l'ensemble des logiciels et des processus de production.

Cette accélération a cependant un coût.

Pour les entreprises, la facture des abonnements explose. Hier, un logiciel suffisait. Aujourd'hui, il faut parfois additionner plusieurs plateformes spécialisées : génération de texte, création graphique, vidéo, synthèse vocale, automatisation, agents autonomes, analyse de données, orchestration de workflows.

À cette inflation visible s'ajoute une économie moins connue du grand public : celle des tokens.

Dans l'univers de l'intelligence artificielle, les tokens sont devenus la matière première du nouveau monde numérique. Chaque requête, chaque analyse, chaque génération d'image ou de vidéo consomme ces unités invisibles. Elles représentent à la fois la puissance de calcul, le temps machine et, finalement, l'argent.

Hier, l'économie numérique se mesurait en bande passante, en stockage ou en nombre d'utilisateurs. Demain, elle pourrait se mesurer en milliards de tokens consommés.

Derrière les interfaces élégantes et les conversations fluides se cache une gigantesque infrastructure mondiale composée de centres de données, de processeurs spécialisés, de capacités énergétiques colossales et de modèles toujours plus gourmands en ressources.

Une nouvelle forme de richesse est en train d'émerger.

Les entreprises qui maîtrisent les modèles, les infrastructures et les capacités de calcul contrôlent désormais des leviers comparables à ceux qu'exerçaient autrefois les géants du pétrole, des télécommunications ou du cloud.

Cette mutation soulève également une question rarement posée : combien d'organisations disposent réellement des ressources humaines nécessaires pour absorber cette révolution ?

Au Maroc comme ailleurs, de nombreuses PME n'ont pas encore achevé leur transformation numérique classique qu'elles doivent déjà envisager leur transformation agentique. Les dirigeants découvrent simultanément les assistants IA, les agents autonomes, les workflows automatisés et les nouvelles méthodes de production de contenu.

Le risque n'est plus seulement technologique.

Le risque est celui d'une fracture entre ceux qui comprennent les règles du nouveau jeu et ceux qui le subissent. Car la véritable révolution n'est peut-être pas l'intelligence artificielle elle-même. La véritable révolution est la vitesse à laquelle elle progresse.

Pour la première fois dans l'histoire industrielle moderne, l'innovation avance plus vite que la capacité d'adaptation des organisations, des métiers et parfois même des États.

Et beaucoup commencent à exprimer le même sentiment :

« Vous allez trop vite. On n'arrive plus à suivre. »

Pourtant, ralentir n'est plus une option. Comprendre, expérimenter et apprendre en continu devient désormais une nécessité stratégique. Dans ce nouveau monde, l'avantage concurrentiel ne sera pas réservé à ceux qui possèdent les meilleurs outils.

Il appartiendra à ceux qui sauront apprendre plus vite que les autres.

Anthropic exhorte les laboratoires d'IA à suspendre leurs travaux de développement

Le créateur de Claude d'Anthropic appelle les principaux laboratoires d'intelligence artificielle à envisager une pause coordonnée et vérifiable dans le développement, avertissant que les progrès rapides de la technologie pourraient bientôt permettre aux systèmes d'IA de s'améliorer plus vite que la société ne peut gérer les risques.



**Adnane
Benchakroun**

Intelligence artificielle et discernement institutionnel

Professeur Mohamed Amine Benabdellah à la tête de la Cour constitutionnelle.

La nomination du Professeur Mohamed Amine Benabdellah à la présidence de la Cour constitutionnelle par Sa Majesté le Roi Mohammed VI s'inscrit dans le fonctionnement souverain de nos institutions.

À titre personnel, je souhaite lui adresser mes félicitations respectueuses pour cette haute responsabilité, en saluant son parcours, sa compétence reconnue, son engagement intellectuel et sa contribution de longue date au droit public et à la pensée constitutionnelle au Maroc.

Dans le contexte actuel, un point me paraît essentiel :

La manière dont une grande institution constitutionnelle peut aborder les transformations liées à l'intelligence artificielle avec lucidité, mesure et discernement.

Dans une période où l'intelligence artificielle suscite des réactions contradictoires, il est rassurant de voir une personnalité juridique de premier plan ne céder ni à l'enthousiasme parfois exagéré de certains, ni au pessimisme excessif d'autres.

Cette posture est précieuse. Elle permet de replacer l'IA à sa juste place : non pas comme une puissance autonome appelée à remplacer le jugement humain, mais comme un outil dont l'usage doit être pensé, encadré et maîtrisé.

L'intelligence artificielle ne doit pas être sacralisée. Elle ne doit pas non plus être diabolisée. Elle doit être comprise. Elle peut aider à rechercher, comparer, documenter, analyser, traduire, organiser des corpus juridiques ou faciliter l'accès citoyen au droit.

Mais elle ne peut pas se substituer à l'interprétation constitutionnelle, au discernement institutionnel, à la responsabilité juridique ou à la sagesse collégiale d'une Cour.

La Cour constitutionnelle n'est pas une machine à produire des décisions.

Elle est une institution de garantie, d'équilibre et de protection de l'État de droit. Elle veille à la conformité des normes à la Constitution, mais aussi à la cohérence profonde entre le droit, les libertés, les institutions et les principes fondamentaux de la Nation.

C'est précisément pour cette raison que l'intelligence artificielle, lorsqu'elle touche au droit constitutionnel, doit être abordée avec une extrême prudence. Une Constitution ne se réduit pas à un ensemble de textes exploitables par un modèle statistique.

Elle porte une histoire, une architecture institutionnelle, une hiérarchie des valeurs, une mémoire juridique et une vision de l'État. Le véritable enjeu n'est donc pas de savoir si l'intelligence artificielle entrera ou non dans les métiers du droit. Elle y entre déjà.



Le véritable enjeu est de savoir selon quels principes elle doit être utilisée : transparence, explicabilité, traçabilité, contrôle humain, souveraineté des données, protection des droits fondamentaux et responsabilité finale des institutions.

Dans ce domaine, le Maroc doit éviter deux excès.

Le premier serait de croire que l'intelligence artificielle peut moderniser mécaniquement la justice, le droit ou la gouvernance par la seule puissance des algorithmes.

Le second serait de refuser toute évolution technologique au nom d'une méfiance générale. Entre ces deux postures, il existe une voie marocaine de discernement : comprendre, expérimenter, encadrer et maîtriser.

L'IA posera de plus en plus de questions constitutionnelles.

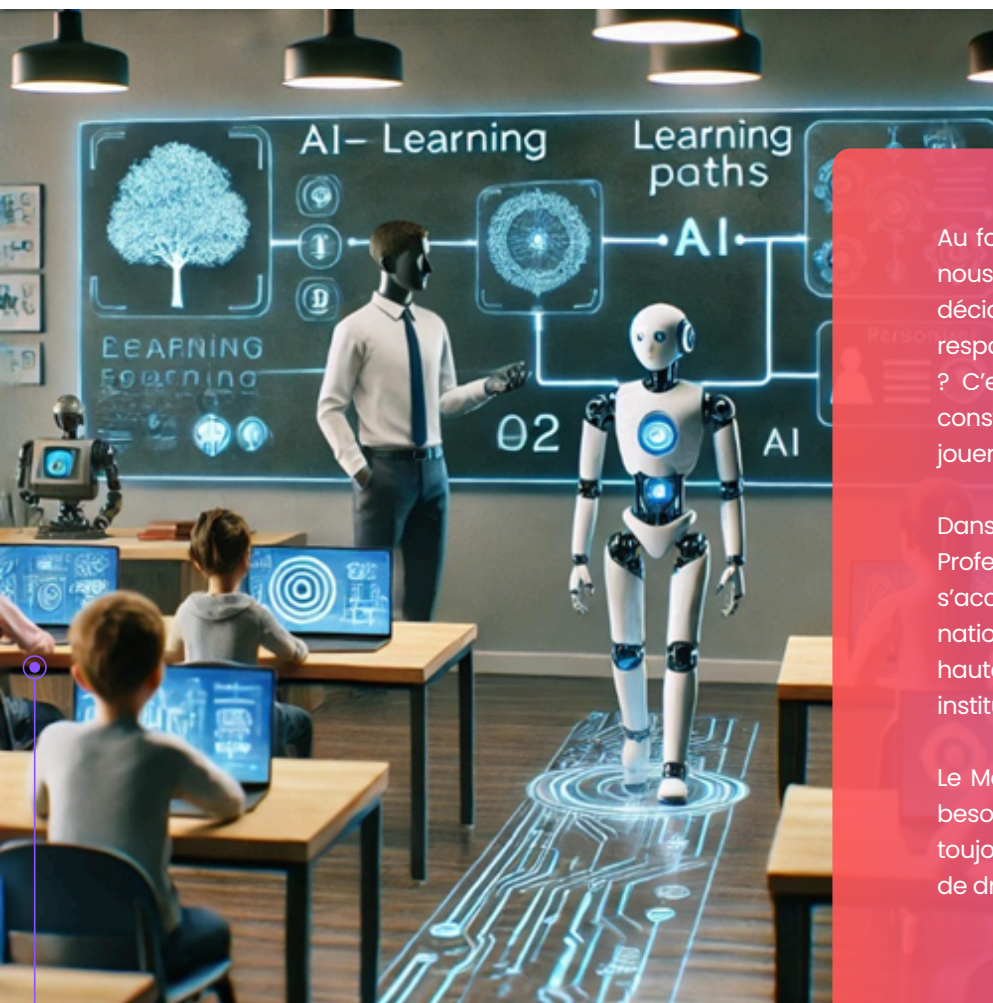
Comment garantir l'équité électorale face aux contenus générés automatiquement ? Comment protéger les citoyens contre la manipulation algorithmique ? Comment préserver la liberté d'expression tout en luttant contre les campagnes massives de désinformation ?

Comment s'assurer que les décisions publiques assistées par des systèmes numériques restent contrôlables, contestables et conformes aux principes de l'État de droit ? Ces questions ne sont pas seulement techniques. Elles sont politiques, juridiques, institutionnelles et constitutionnelles.

Elles touchent à la souveraineté, à la démocratie, aux libertés publiques, à la responsabilité de l'État et à la confiance des citoyens. C'est pourquoi la présence à la tête de la Cour constitutionnelle d'un grand juriste attentif aux mutations contemporaines est importante.

Elle permet d'espérer que ces questions seront abordées non dans la précipitation, mais avec méthode ; non dans la fascination technologique, mais avec exigence ; non dans la peur, mais avec intelligence institutionnelle.

L'intelligence artificielle doit rester un instrument au service du droit, jamais une autorité au-dessus du droit. Elle peut enrichir le travail juridique, mais elle ne peut pas remplacer la décision humaine. Elle peut éclairer l'analyse, mais elle ne peut pas incarner la responsabilité. Elle peut produire des résultats, mais elle ne peut pas porter seule le sens d'une Constitution.



Au fond, le débat sur l'intelligence artificielle nous ramène à une question simple : qui décide, selon quelles règles, avec quelle responsabilité et au nom de quels principes ? C'est précisément là que les institutions constitutionnelles ont un rôle essentiel à jouer.

Dans cette perspective, mes félicitations au Professeur Mohamed Amine Benabdellah s'accompagnent d'un souhait : que le débat national sur l'intelligence artificielle gagne en hauteur, en rigueur et en profondeur institutionnelle.

Le Maroc n'a pas besoin d'une IA subie. Il a besoin d'une IA comprise, maîtrisée et toujours subordonnée aux principes de l'État de droit.

**Dr Az-Eddine
Bennani.**

Quand l'IA agentique entre dans une rédaction : ce n'est plus de la science-fiction, c'est le prochain chantier !

Pendant longtemps, les rédactions ont regardé l'intelligence artificielle comme un outil d'appoint. Un assistant pour corriger un titre, résumer un rapport, traduire un communiqué, proposer quelques hashtags ou aider à structurer une interview. Cette phase existe encore, mais elle est déjà dépassée. Le vrai basculement qui arrive n'est pas celui du journaliste assisté par une IA. C'est celui d'une rédaction organisée autour d'agents intelligents capables de travailler en continu, de coordonner des tâches, de surveiller l'actualité, de préparer des contenus et d'alerter les équipes avant même la conférence de rédaction.

Il faut être clair : il ne s'agit plus d'une théorie à moyen terme. Ce n'est pas un scénario pour 2030. C'est un projet à très court terme, presque opérationnel. Les technologies existent déjà. Les plateformes se mettent en place. Les grands acteurs comme Google ne parlent plus seulement de copilotes, mais d'agents autonomes capables d'exécuter des chaînes de travail complètes. Pour une rédaction de presse, cela signifie une réorganisation profonde de la manière de produire, vérifier, publier et distribuer l'information.

Concrètement, à quoi ressemblerait une rédaction agentique ?

D'abord, à une salle de veille permanente. Des agents suivraient en continu les agences de presse, les sites institutionnels, les réseaux sociaux, les communiqués, les bases de données publiques, les publications scientifiques, les décisions judiciaires, les annonces gouvernementales et les tendances de recherche. Leur rôle ne serait pas seulement de collecter l'information, mais de la hiérarchiser. Un signal faible sur les prix, une déclaration politique passée inaperçue, une statistique publiée discrètement, une polémique qui monte sur les réseaux : l'agent alerte, contextualise et propose un angle.

Ensuite, la conférence de rédaction changerait de nature. Au lieu de partir d'une page blanche, les journalistes recevraient chaque matin des fiches préparées : faits vérifiés, chronologie, acteurs concernés, points de controverse, risques juridiques, angles possibles, documents sources, questions à poser. Le journaliste ne disparaît pas. Au contraire, son rôle devient plus exigeant. Il ne doit plus seulement chercher l'information. Il doit l'arbitrer, la vérifier, la mettre en récit et décider ce qui mérite publication.

La production aussi serait transformée. Un agent pourrait préparer une première note de cadrage, un autre proposer des titres, un troisième vérifier les noms, les dates et les chiffres, un quatrième adapter le contenu en format web, newsletter, vidéo courte, post LinkedIn, script Heygen ou résumé pour les réseaux sociaux. Ce qui prenait plusieurs heures pourrait être préparé en quelques minutes. Mais attention : préparé ne veut pas dire publié automatiquement. La validation éditoriale humaine resterait la frontière essentielle.



Dans une rédaction moderne, l'IA agentique pourrait aussi devenir un outil de contrôle qualité. Elle détecterait les incohérences, les doublons, les formulations juridiquement risquées, les titres trop accusatoires, les chiffres non sourcés, les citations fragiles. Elle pourrait comparer une version française et une version arabe pour éviter les contresens. Elle pourrait signaler qu'un article manque de contradiction, qu'un point de vue est absent, qu'un acteur cité mérite d'être contacté. Autrement dit, l'agent ne serait pas seulement un accélérateur. Il pourrait devenir un garde-fou.

La distribution serait elle aussi bouleversée. Une fois l'article validé, des agents pourraient générer plusieurs déclinaisons : chapô court, notification mobile, accroche Facebook, version LinkedIn, description YouTube, mots-clés SEO, légende Instagram, script de capsule vidéo. La rédaction ne produirait plus un seul article, mais un écosystème de contenus à partir d'un même noyau éditorial. C'est ici que le gain de productivité devient massif.

Mais cette transformation impose de nouveaux métiers. Il faudra des journalistes capables de piloter des agents, des secrétaires de rédaction augmentés, des responsables de vérification IA, des éditeurs de prompts, des chefs de flux, des responsables de gouvernance éditoriale algorithmique. La compétence centrale ne sera plus seulement d'écrire vite. Elle sera de savoir formuler une commande, contrôler une sortie, détecter une faiblesse, corriger une hallucination et maintenir une ligne éditoriale cohérente.

Le danger serait de croire que cette évolution remplace le journalisme. En réalité, elle remplace surtout les routines mal organisées. Une rédaction qui utilise l'IA uniquement pour produire plus de textes risque de fabriquer du bruit. Une rédaction qui l'utilise pour mieux hiérarchiser, mieux vérifier, mieux contextualiser et mieux distribuer peut gagner en qualité, en rapidité et en influence.

Le vrai enjeu est donc stratégique. Les médias qui attendront risquent de se retrouver avec des équipes épuisées, des workflows dépassés et une production trop lente face à des concurrents déjà augmentés. Ceux qui déploieront trop vite, sans règles, risquent de perdre leur crédibilité. La bonne voie est entre les deux : expérimenter maintenant, encadrer strictement, former les équipes, définir des chartes, documenter les usages, distinguer ce qui peut être automatisé et ce qui doit rester humain.

Car dans une rédaction, tout ne doit pas être agentique. L'enquête, l'intuition, le contact humain, la responsabilité éditoriale, le courage de publier ou de ne pas publier restent profondément humains. Mais autour de ce cœur journalistique, une grande partie de l'organisation peut être augmentée dès aujourd'hui.



C'est cela qu'il faut comprendre : l'entreprise agentique appliquée à la presse n'est pas une promesse lointaine. C'est une transformation immédiate des rédactions. Veille, préparation, vérification, adaptation, diffusion, archivage, analyse d'audience : chaque maillon peut être repensé.

La question n'est donc plus de savoir si l'IA agentique entrera dans les rédactions. Elle y entre déjà. La vraie question est de savoir qui la pilotera : les journalistes eux-mêmes, avec une vision éditoriale claire, ou les plateformes technologiques, avec leurs propres logiques d'efficacité, de dépendance et de marché.

**Adnane
Benchakroun**

Anthropic, l'IA et le frein mondial : quand le marché n'arrive plus à suivre

À la suite de la tribune publiée par Quid.ma sur la proposition d'Anthropic de réfléchir à un frein concerté au développement de l'intelligence artificielle dans le monde, cette contribution s'inscrit dans une logique de complémentarité. Elle ne cherche pas à contredire l'alerte formulée, mais à l'élargir en posant une question supplémentaire : que se passe-t-il lorsque l'innovation en IA va désormais plus vite que les mécanismes économiques, organisationnels, pédagogiques et institutionnels censés l'absorber ?

Anthropic, entreprise américaine à l'origine de Claude, suggère qu'un mécanisme international puisse permettre aux grands acteurs de l'intelligence artificielle de ralentir, voire de suspendre temporairement, le développement des modèles les plus avancés si certains seuils de risque sont franchis. L'idée peut sembler raisonnable. Elle traduit une inquiétude réelle : celle d'une technologie qui progresse plus vite que les institutions, les lois, les systèmes éducatifs, les entreprises et parfois même les chercheurs capables de l'analyser.

Mais il faut aller plus loin.

Dans l'histoire récente du numérique, le marché a souvent joué le rôle de métronome de l'innovation.

Les grandes évolutions des systèmes d'exploitation, des logiciels professionnels, des ERP, des suites bureautiques ou des plateformes numériques s'inscrivaient dans des cycles relativement prévisibles.

Une version était annoncée, déployée, testée, documentée, corrigée puis progressivement adoptée avant de laisser place à la suivante.

Ce tempo permettait à l'ensemble des acteurs de s'adapter. Les utilisateurs apprenaient à maîtriser les outils. Les entreprises organisaient la formation de leurs équipes.

Les consultants développaient des méthodologies. Les enseignants actualisaient leurs contenus. Les administrations évaluaient les conséquences des changements.

Les chercheurs disposaient du recul nécessaire pour analyser les transformations en cours. L'essor des grands modèles de langage et de l'intelligence artificielle générative rompt avec cette logique. Les modèles évoluent à un rythme inédit.

Les fonctionnalités apparaissent en continu. Les interfaces se transforment sans cesse. Les usages se redéfinissent presque en temps réel. À peine une innovation est-elle comprise qu'une nouvelle version vient déjà modifier les repères établis.

Le constat est frappant : ce n'est plus uniquement la société qui peine à suivre le marché, mais le marché lui-même qui peine à suivre la vitesse de l'innovation en IA. Les entreprises hésitent face à des offres qui se renouvellent constamment. Les utilisateurs sont confrontés à une forme de saturation informationnelle.

Les experts doivent actualiser leurs connaissances en permanence. Les formateurs réécrivent sans cesse leurs supports. Les décideurs peinent à identifier les solutions les plus pertinentes, à choisir les modèles les plus adaptés ou à anticiper les évolutions à venir.

L'innovation progresse désormais plus vite que les mécanismes traditionnels d'appropriation économique et organisationnelle.

Le marché sait financer, promouvoir et diffuser l'IA, mais il rencontre davantage de difficultés à la stabiliser, à la documenter et à la transformer en pratiques durables. Cette situation mérite une analyse approfondie.



Nous ne sommes plus seulement face à une accélération du marché, mais face à une dynamique technologique dont la vitesse dépasse désormais la capacité du marché à l'absorber et à l'organiser.

C'est ici que la proposition d'Anthropic prend tout son sens, mais aussi toutes ses limites. Elle prend son sens parce qu'elle reconnaît que le développement de l'IA ne peut pas être abandonné à la seule dynamique technologique.

Elle reconnaît implicitement que la vitesse de l'innovation peut devenir un problème économique, politique, éducatif et civilisationnel. Mais elle montre aussi ses limites, car ceux qui proposent de ralentir sont aussi ceux qui participent à la course.

Les grands acteurs de l'IA alertent sur les risques, mais ils restent engagés dans la compétition mondiale, attirent les capitaux, recrutent les talents, captent les données, contrôlent les infrastructures et structurent les dépendances futures.

Le paradoxe est donc évident. Les entreprises qui demandent un frein sont parfois les mêmes qui appuient sur l'accélérateur. Autrement dit, le véritable débat n'est pas seulement : faut-il freiner l'IA ? Le véritable débat est : qui tient la pédale de frein ?

Le marché ? Les laboratoires privés ? Les États ? Les citoyens ? Les institutions internationales ? Les universités ? Les autorités de régulation ? Ou une combinaison nouvelle de tous ces acteurs ? Si Anthropic, OpenAI, Google, Meta, xAI ou d'autres entreprises décident entre elles d'un ralentissement concerté, cela peut constituer un premier mécanisme de prudence.

Mais cela ne saurait remplacer une gouvernance démocratique, internationale, indépendante et souveraine.

La sécurité ne peut pas devenir uniquement un argument industriel.

L'éthique ne peut pas devenir seulement une stratégie de communication. La prudence ne peut pas être confiée uniquement à ceux qui ont intérêt à rester les premiers dans la course. Pour un pays comme le Maroc, cette discussion ne doit pas être regardée de loin, comme un débat réservé à la Silicon Valley.

Elle nous concerne directement. Nous utilisons déjà des modèles que nous ne maîtrisons pas. Nos étudiants, nos enseignants, nos entreprises, nos administrations, nos médias, nos chercheurs et nos créateurs s'appuient de plus en plus sur des systèmes conçus ailleurs, entraînés ailleurs, hébergés ailleurs, régulés ailleurs et parfois alignés sur des priorités qui ne sont pas les nôtres.

Le Maroc ne peut pas se contenter d'être consommateur d'une IA mondiale dont les versions changent à un rythme que ni la société ni le marché ne parviennent toujours à stabiliser. Il doit construire sa propre doctrine d'appropriation, de formation, d'évaluation et de souveraineté numérique.

Cette doctrine doit partir d'une idée simple : l'IA n'est pas une magie. Elle n'est pas une intelligence humaine. Elle est un dispositif numérique puissant, fondé sur des données, des modèles, des infrastructures, des interfaces, des coûts, des intérêts économiques et des choix politiques.

La gouverner suppose donc de comprendre non seulement ses performances, mais aussi son rythme. Car le rythme est devenu un enjeu stratégique. Un pays peut accéder à l'IA sans la maîtriser. Une université peut utiliser l'IA sans transformer réellement sa pédagogie.

Une entreprise peut acheter des abonnements sans améliorer sa performance. Une administration peut adopter des outils sans renforcer sa capacité de décision. Un citoyen peut utiliser un assistant conversationnel sans comprendre ce qu'il délègue, ce qu'il expose et ce qu'il perd.

C'est pourquoi la question posée par Anthropic doit être reformulée. Il ne s'agit pas seulement de ralentir les modèles les plus avancés. Il s'agit de redonner du temps aux sociétés, aux institutions et aux marchés eux-mêmes pour comprendre, former, débattre, réguler, auditer et décider.



Le frein dont nous avons besoin n'est pas un frein contre l'innovation. C'est un frein contre l'irresponsabilité. Freiner, dans ce contexte, ne signifie pas bloquer. Cela signifie vérifier. Cela signifie documenter. Cela signifie expliquer. Cela signifie former. Cela signifie protéger. Cela signifie auditer. Cela signifie garder l'humain, les institutions et la société au centre de la décision.

Pour le Maroc, cela suppose plusieurs chantiers urgents : former les enseignants, accompagner les entreprises, protéger les données, développer des compétences locales, construire des référentiels d'usage, auditer les solutions importées, encourager l'innovation nationale et inscrire l'IA dans une vision systémique du numérique.

La vraie souveraineté ne consiste pas à courir aussi vite que les autres. Elle consiste à savoir quand accélérer, quand ralentir, quand refuser, quand expérimenter et quand décider par nous-mêmes. Anthropic a raison de poser la question du frein. Mais cette question ne doit pas rester entre les mains des producteurs de modèles.

Elle doit devenir une question publique, politique, éducative, scientifique, économique et citoyenne. Car dans l'histoire récente du numérique, nous avons souvent laissé le marché organiser les cycles d'innovation.

Avec l'intelligence artificielle générative, ce marché semble lui-même débordé par la vitesse de ce qu'il a contribué à produire.

C'est cela, aujourd'hui, gouverner l'IA : ne pas subir son rythme, mais apprendre collectivement à le maîtriser.



**Dr Az-Eddine
Bennani.**

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

Made in Morocco, marketplaces et export : la grande bataille du e-commerce marocain 2026

Le prochain ministre du Commerce héritera d'un dossier à la fois prometteur et redoutablement complexe. Alors que le commerce électronique mondial accélère à un rythme inédit, le Maroc affiche ses ambitions : faire du digital un moteur de croissance, d'exportation et d'emploi. Mais derrière les annonces et les feuilles de route, une question demeure : le Royaume est-il réellement prêt à franchir un cap, ou risque-t-il de voir les géants internationaux capter l'essentiel de la valeur créée ?

E-commerce Maroc : une révolution déjà en marche

Le commerce ne ressemble plus à celui que connaissaient les générations précédentes. Dans les souks, les marchés de quartier ou les galeries marchandes, le contact humain reste central. Pourtant, dans les habitudes quotidiennes des Marocains, une autre réalité s'installe discrètement. Un téléphone, quelques clics, un paiement en ligne et un colis livré à domicile.

Le phénomène n'est plus marginal.

Selon les données du ministère de l'Industrie et du Commerce, les ventes mondiales en ligne ont atteint près de 5.800 milliards de dollars en 2023 et devraient dépasser les 8.000 milliards à l'horizon 2027. En quatre ans seulement, le marché mondial gagnerait l'équivalent de plusieurs économies nationales réunies.

Le Maroc n'échappe pas à cette mutation.

Avec un chiffre d'affaires estimé à 19 milliards de dirhams à fin septembre 2023 et une croissance supérieure à 30 %, le commerce électronique national affiche une vitalité remarquable. Derrière ces chiffres se cache une réalité sociologique profonde : une génération entière a intégré le numérique dans ses réflexes de consommation.

Commander un vêtement, réserver un voyage, acheter un livre ou payer une facture depuis son smartphone est devenu banal.

Cette dynamique crée naturellement un sentiment d'optimisme. Elle témoigne d'une économie qui se modernise et d'entrepreneurs capables d'innover. Plusieurs plateformes marocaines ont réussi à bâtir une clientèle fidèle et à démontrer que l'innovation n'est pas réservée aux géants américains ou chinois.

Pourtant, derrière cette croissance spectaculaire, les fragilités demeurent nombreuses.

Commerce électronique : les promesses d'un modèle encore inachevé

L'enthousiasme autour du e-commerce marocain mérite d'être nuancé. Car lorsqu'on observe le secteur de près, une évidence apparaît : le marché grandit vite, mais l'écosystème reste incomplet.



E-COMMERCE AU MAROC UN CHANTIER STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR

Le premier défi concerne la confiance.

Combien de consommateurs ont déjà reçu un produit différent de celui commandé ? Combien ont renoncé à acheter en ligne après une mauvaise expérience ? Dans de nombreux groupes Facebook marocains, les témoignages s'accumulent : marchandises non conformes, retards de livraison, remboursements difficiles, absence de service après-vente.

Cette réalité pèse lourdement sur la crédibilité du secteur.

Le deuxième obstacle est logistique.

Livrer rapidement à Casablanca ou Rabat devient relativement simple. La situation est plus complexe lorsqu'il s'agit d'atteindre certaines zones rurales ou des villes moyennes où les coûts de transport restent élevés.

Or, dans l'économie numérique, la livraison n'est pas un détail. Elle constitue une partie essentielle de l'expérience client.

Le troisième frein concerne les paiements électroniques.

Malgré les progrès réalisés, une partie importante des consommateurs continue de privilégier le paiement à la livraison. Ce choix traduit souvent une prudence compréhensible. Mais il génère également des coûts supplémentaires pour les commerçants et limite la fluidité des transactions.

Enfin, un constat revient régulièrement dans les discussions entre professionnels : les PME marocaines restent insuffisamment présentes sur les grandes plateformes internationales.

C'est sans doute là que se joue l'une des batailles décisives des prochaines années.

Car vendre en ligne au Maroc est une chose. Exporter grâce au numérique en est une autre.

Made in Morocco, export et Afrique : le véritable enjeu stratégique

La future stratégie nationale ne vise pas uniquement à augmenter le nombre de commandes passées sur Internet. L'ambition est beaucoup plus large.

Le gouvernement cherche à transformer le commerce électronique en outil d'internationalisation du « Made in Morocco ».

Textile, artisanat, cosmétique, agroalimentaire, produits du terroir, équipements industriels spécialisés : plusieurs filières disposent d'un potentiel réel à l'export. Pourtant, nombre d'entre elles restent peu visibles sur les grandes marketplaces mondiales.

Le paradoxe est frappant.

Le Maroc dispose d'accords commerciaux étendus, d'une position géographique privilégiée entre l'Europe et l'Afrique et d'infrastructures portuaires reconnues à l'échelle internationale. Pourtant, sa présence numérique à l'international demeure relativement modeste.

C'est précisément là que le prochain ministre du Commerce sera attendu.

La mise en œuvre progressive du protocole numérique de la Zone de libre-échange continentale africaine ouvre une fenêtre historique. L'Afrique comptera bientôt l'un des marchés numériques les plus dynamiques au monde. La population est jeune, connectée et consomme de plus en plus via le mobile.

Le Maroc possède plusieurs atouts pour jouer un rôle central dans cette transformation.

Mais les ambitions ne suffisent jamais.

Les expériences observées ailleurs montrent que les pays qui réussissent dans le commerce électronique ont généralement investi massivement dans trois domaines : la logistique, les compétences numériques et la simplification administrative.

Sans ces trois piliers, les stratégies restent souvent de beaux documents rangés dans des tiroirs.

Mais attention au le risque de rater le virage et soyons lucides.

Le principal danger n'est pas l'absence de croissance. Le danger est une croissance dont la valeur serait captée ailleurs.

Si les plateformes étrangères dominent les flux commerciaux, les données clients, les paiements et la publicité numérique, le Maroc pourrait se retrouver dans la position inconfortable d'un simple marché de consommation.

Les commerçants marocains vendraient davantage, certes, mais les marges stratégiques, les données et les technologies resteraient contrôlées par des acteurs internationaux.

Cette inquiétude n'a rien de théorique.

L'histoire récente du numérique montre que les effets de réseau favorisent souvent quelques plateformes dominantes capables d'écraser la concurrence locale.

Le prochain ministre devra donc arbitrer entre ouverture économique et souveraineté numérique.



Un exercice délicat mais il y a des raisons sérieuses d'y croire

Le tableau n'est toutefois pas sombre. Le Maroc dispose aujourd'hui d'atouts que beaucoup de pays africains lui envient.

Les infrastructures numériques se sont améliorées. La couverture Internet progresse. Les fintechs se développent. Les startups attirent davantage l'attention des investisseurs. Les jeunes entrepreneurs maîtrisent les codes du commerce digital avec une aisance remarquable.

Surtout, le Royaume bénéficie d'une vision stratégique de long terme portée par plusieurs grands chantiers nationaux.

L'expérience acquise dans l'automobile, l'aéronautique ou les énergies renouvelables démontre qu'une politique industrielle cohérente peut produire des résultats significatifs.

Rien n'interdit d'imaginer un succès comparable dans l'économie numérique. À condition d'éviter un piège fréquent : considérer le e-commerce comme un simple sujet technologique.

En réalité, il touche à la fiscalité, à l'éducation, à la formation professionnelle, aux infrastructures, à la protection du consommateur, à la compétitivité des entreprises et même à la diplomatie économique.

Le prochain ministre du Commerce ne recevra pas seulement un portefeuille ministériel. Il héritera d'un choix stratégique.

Le commerce électronique mondial avance à grande vitesse. Les frontières économiques deviennent de plus en plus numériques. Dans ce nouvel univers, les pays qui créent les plateformes, maîtrisent la logistique et contrôlent les données imposent progressivement leurs règles.

Le Maroc possède les atouts pour s'imposer comme un acteur régional crédible entre l'Europe et l'Afrique. Mais le temps joue désormais un rôle déterminant. Chaque année gagnée accélère la compétitivité. Chaque année perdue élargit l'écart avec les leaders.

La véritable question n'est donc plus de savoir si le commerce marocain sera numérique.

Il l'est déjà.

La question est de savoir qui capturera demain la valeur créée par cette révolution : les entreprises marocaines ou les plateformes venues d'ailleurs.



**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lodj

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

Réseaux sociaux au Maroc : la montée inquiétante de la brutalité ordinaire dans les commentaires

Sous certains posts et reels marocains, les commentaires virent de plus en plus souvent à l'insulte, au mépris et à la haine. Ce déferlement verbal, loin d'être anodin, interroge à la fois l'état du débat public, les frustrations sociales et la fragilité croissante de nos mécanismes collectifs de retenue.

Un affaïssement des valeurs et du débat public appelle un défi collectif, celui de réapprendre la retenue

Il suffit aujourd'hui d'ouvrir certains commentaires sur Facebook, Instagram, TikTok ou X pour tomber sur une violence verbale devenue presque banale. Sous des contenus légers, des sujets de société, des faits divers, des prises de parole féminines ou de simples opinions, la même mécanique se répète : insultes, moqueries humiliantes, jugements expéditifs, attaques sectaires, saillies racistes, pulsions misogynes ou réflexes populistes.

Le phénomène n'est plus marginal. Il n'est plus non plus excusable par la seule spontanéité des réseaux sociaux. Il prend de l'ampleur. Et il finit par poser une question simple, mais lourde : que dit cette agressivité numérique d'une partie de notre climat social et moral ?

On aime rappeler, à juste titre, que le Maroc est un pays d'hospitalité, de civilité et de coexistence. Cette image n'est pas fautive. Elle appartient à notre histoire sociale, à nos réflexes familiaux, à une certaine manière d'habiter l'espace commun. Mais précisément, c'est parce qu'elle existe que le contraste devient plus saisissant.



Car dans l'univers numérique, une autre scène s'est installée. Une scène où l'anonymat relatif, la recherche de visibilité, la logique du buzz et la mécanique des algorithmes favorisent les réactions les plus excessives. Plus un commentaire choque, plus il attire. Plus il blesse, plus il circule. Ce qui relevait autrefois du murmure honteux ou de la colère contenue devient soudain spectacle public.

Les réseaux sociaux n'ont pas inventé la brutalité. Ils lui ont offert une scène, une vitesse et parfois une récompense.

Derrière cette inflation de propos nauséabonds et des commentaires comme exutoires, il y a souvent un besoin de défoulement. Un défoulement social, psychologique, parfois identitaire. Beaucoup de commentaires haineux n'expriment pas une pensée construite ; ils libèrent une tension. Frustration économique, sentiment d'humiliation, impression de déclassement, fatigue morale, colère contre les élites, conflits de valeurs, ressentiment diffus : tout cela peut finir par se condenser dans quelques lignes agressives jetées sous une vidéo.

Le problème, c'est que cet exutoire ne reste pas individuel. Il devient contagieux. Un commentaire violent en appelle un autre. Une insulte autorise la suivante. En quelques minutes, une publication se transforme en arène. La meute numérique remplace alors la discussion.

Et lorsque cette logique s'installe, elle ne dit plus seulement quelque chose sur celui qui écrit. Elle dit aussi quelque chose sur l'environnement qui rend cela possible, tolérable, parfois même applaudi.

Ce qui frappe dans de nombreux espaces de commentaires, ce n'est pas seulement la vulgarité. C'est la nature des réflexes qui remontent à la surface. À la moindre tension, certains ressorts primaires réapparaissent : rejet de l'autre, haine de la différence, mépris social, stigmatisation des femmes, agressivité religieuse ou idéologique, simplifications populistes opposant "le peuple pur" à des figures supposées corrompues, déviantes ou illégitimes.

Autrement dit, le numérique agit souvent comme un révélateur. Il ne fabrique pas toujours les préjugés ; il les délie. Il autorise leur expression dans un cadre où la sanction sociale semble faible, floue ou absente.

Le plus préoccupant est peut-être là : cette parole brutale cesse peu à peu d'apparaître comme une déviance. Elle devient un style. Une manière d'exister en ligne. Une posture de virilité, de radicalité ou de pseudo-franchise. Comme si l'insulte valait courage. Comme si humilier valait argument.

Cette dérive n'abîme pas seulement les individus visés. Elle dégrade la qualité générale de l'espace public. Quand tout devient invective, il n'y a plus de nuance. Quand chaque désaccord tourne à l'agression, il n'y a plus de débat. Quand la parole féminine, intellectuelle, artistique ou simplement différente déclenche des torrents de haine, c'est toute la société qui perd en respiration démocratique.

Beaucoup finissent alors par se taire. Par prudence. Par lassitude. Par peur du lynchage numérique. C'est ainsi que les espaces les plus bruyants chassent progressivement les voix les plus mesurées. Le résultat est connu : plus de vacarme, moins de pensée.

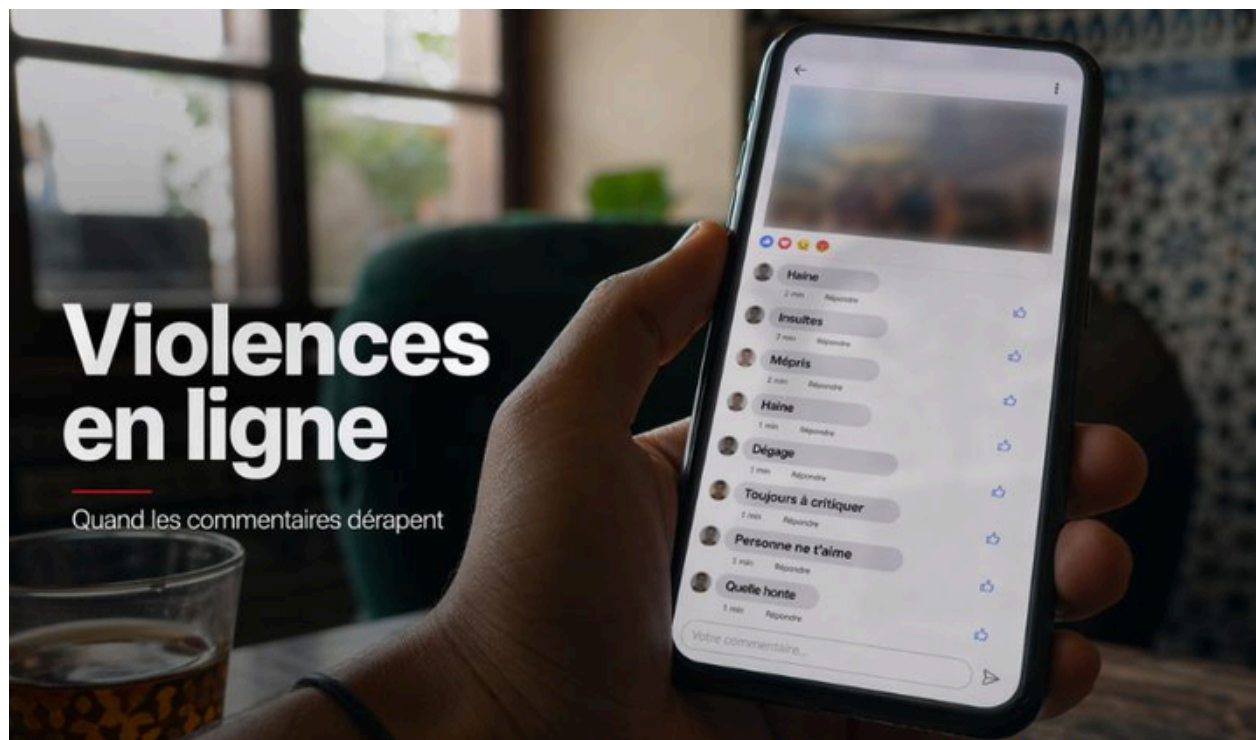
Ce basculement est dangereux. Car une société ne se fragilise pas seulement par ses crises économiques ou politiques. Elle se fragilise aussi lorsqu'elle s'habitue à l'avalissement, lorsqu'elle banalise la cruauté ordinaire, lorsqu'elle confond liberté d'expression et licence d'écraser.

Il serait trop simple de condamner moralement "les haineux" sans regarder plus loin. Le phénomène appelle évidemment une réponse éducative, culturelle et civique. L'école, la famille, les médias, les créateurs de contenu, les plateformes elles-mêmes ont une part de responsabilité dans la reconstruction d'une écologie minimale de la parole.

Cela suppose de réhabiliter la contradiction sans humiliation, la critique sans haine, l'humour sans déchéance, la fermeté sans déshumanisation. Cela suppose aussi que les médias cessent parfois d'alimenter, même involontairement, les mécaniques de polarisation qui transforment chaque sujet en guerre de clans.

Le Maroc réel vaut mieux que certaines de ses zones de commentaires. Encore faut-il avoir le courage de le rappeler, sans angélisme, mais sans résignation non plus.

Au fond, ce qui se joue dans ces commentaires n'est pas seulement une question de mauvaise éducation numérique. C'est un test de maturité collective. Une société se reconnaît aussi à la manière dont elle parle quand personne ne l'oblige à se contenir. Et aujourd'hui, sur trop d'écrans, ce miroir-là commence sérieusement à inquiéter.



**Adnane
Benchakroun**

1 milliard de personnes utilisent ChatGPT, moins de 1% utilisent Codex !

IA : le prochain avantage concurrentiel des entreprises ne s'appelle plus ChatGPT

Alors que plus d'un milliard de personnes utilisent désormais ChatGPT chaque mois dans le monde, une autre révolution se déroule presque à l'abri des regards. Son nom : Codex.

IA : le prochain avantage concurrentiel des entreprises ne s'appelle plus ChatGPT

Développé par OpenAI, cet agent d'intelligence artificielle capable d'exécuter des tâches complexes, d'automatiser des processus et d'interagir avec des environnements numériques reste encore largement méconnu du grand public. Pourtant, les chiffres récents montrent qu'il pourrait devenir l'un des leviers de productivité les plus puissants de la décennie.

Selon plusieurs estimations du secteur, moins de cinq millions de personnes utiliseraient Codex chaque semaine. Rapporté au milliard d'utilisateurs mensuels de ChatGPT, cela représente une proportion infime. Autrement dit, l'immense majorité des utilisateurs de l'IA conversationnelle n'a pas encore franchi le cap de l'IA agentique.

Cette situation rappelle les débuts d'Internet dans les années 1990 ou ceux des réseaux sociaux professionnels dans les années 2000 : une technologie existe, fonctionne, progresse rapidement, mais son adoption reste limitée à une minorité d'initiés.

Pour les entreprises, cette phase est souvent celle où se créent les plus grands écarts de compétitivité.

Car Codex n'est pas simplement un chatbot amélioré. Là où ChatGPT répond à des questions, rédige des textes ou génère des idées, un agent comme Codex peut accomplir des tâches, enchaîner des actions et automatiser des opérations qui nécessitaient auparavant une intervention humaine.

La croissance de son adoption illustre cette évolution. Depuis le début de l'année, le nombre d'utilisateurs aurait été multiplié par six. Plus surprenant encore, les utilisateurs qui progressent le plus rapidement ne sont plus les développeurs informatiques, mais les travailleurs du savoir : consultants, responsables marketing, analystes, chefs de projet, entrepreneurs et dirigeants.

Cette tendance traduit une mutation profonde de l'intelligence artificielle. Pendant plusieurs années, les outils les plus avancés semblaient réservés aux ingénieurs. Désormais, les nouveaux gains de productivité concernent directement les métiers de bureau et les fonctions décisionnelles.

Pour une PME, l'impact potentiel est considérable.

Les agents d'IA permettent de réduire le temps consacré aux tâches répétitives, d'automatiser certaines recherches, d'accélérer la production de contenus, d'améliorer le suivi des clients ou encore de simplifier la gestion documentaire. Ils ne remplacent pas nécessairement les équipes, mais augmentent fortement leur capacité de production.



Dans un contexte économique marqué par la hausse des coûts, la pression concurrentielle et la nécessité d'innover rapidement, cette capacité à produire davantage avec les mêmes ressources devient un avantage stratégique.

L'enjeu dépasse d'ailleurs la simple question technologique.

L'histoire économique montre que les entreprises qui adoptent tôt les grandes innovations bénéficient souvent d'un avantage temporaire décisif. Les premiers utilisateurs du commerce électronique, du cloud computing ou du marketing digital ont souvent acquis des positions dominantes avant que ces technologies ne deviennent des standards.

L'IA agentique pourrait suivre une trajectoire comparable.

Aujourd'hui, la plupart des entreprises expérimentent encore l'intelligence artificielle sous une forme relativement passive : rédaction de textes, génération d'images, synthèse d'informations. Demain, les agents intelligents pourraient prendre en charge des chaînes entières de travail, coordonner plusieurs outils numériques et exécuter des missions de manière autonome sous supervision humaine.

La question n'est donc plus de savoir si cette transformation aura lieu, mais à quelle vitesse elle se diffusera.

Pour les organisations, le véritable risque n'est peut-être plus de manquer l'intelligence artificielle, mais de sous-estimer sa prochaine étape. Après l'ère des assistants conversationnels vient celle des agents autonomes. Ceux qui sauront les intégrer rapidement dans leurs processus pourraient bénéficier d'un avantage de productivité difficile à rattraper.



L'histoire économique est souvent écrite par ceux qui identifient les changements avant qu'ils ne deviennent évidents. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, Codex et les agents similaires pourraient bien représenter l'un de ces changements silencieux qui redessinent, en profondeur, les règles de la compétition économique.

**Mohamed
Ait Bellahcen**

Ce que les politiques n'ont pas compris de l'IA

L'autonomie des IA double tous les 4 mois pendant que la décision publique pense encore en années

Au Maroc, comme ailleurs, une partie du débat politique sur l'intelligence artificielle reste en surface.

On parle d'innovation, de start-up, de formation, de digitalisation des services publics, parfois de souveraineté numérique. Tout cela compte, bien sûr. Mais cela ne touche pas encore le cœur du sujet. Car ce que beaucoup de responsables n'ont pas compris, c'est que l'IA n'est plus simplement une technologie nouvelle à intégrer dans l'économie. Elle est en train de devenir une puissance autonome d'exécution, de production et bientôt de conception, avec un rythme d'évolution qui n'a plus grand-chose à voir avec le temps administratif, parlementaire ou gouvernemental. Le signal le plus important du texte est là : les capacités d'autonomie de certaines IA progressent non pas de manière linéaire, mais exponentielle, avec un doublement qui s'est accéléré jusqu'à environ tous les quatre mois.

C'est ce point que la culture politique classique saisit mal. Le raisonnement humain, surtout institutionnel, pense souvent par continuité : un peu plus cette année, un peu mieux l'an prochain, puis une réforme, puis un ajustement, puis une loi. Or l'IA ne suit plus ce rythme rassurant. Le mécanisme du doublement change tout.

IA : LE TEMPS DE L'ACTION

L'IA avance en mois,
la politique répond en mandats.

AUTONOMIE DES IA : LE DOUBLEMENT EXPONENTIEL

Temps de travail autonome équivalent



Quand une machine passe de quelques secondes d'autonomie à quelques minutes, le phénomène semble encore gérable. Quand elle passe de quelques minutes à une heure, beaucoup y voient un simple progrès. Mais quand cette logique se poursuit, on n'ajoute pas seulement du confort ou de la vitesse : on change de nature.

Une IA capable d'agir de façon fiable pendant plusieurs heures sur une tâche complexe cesse d'être un assistant ponctuel. Elle devient un quasi-collaborateur. Puis, à mesure que ce temps s'allonge encore, elle devient un agent. C'est-à-dire une entité capable non seulement de répondre, mais d'enchaîner des actions, de tester, de corriger, de recommencer, d'avancer seule.

Alerte R&D : IA peut écrire du code pour une future IA

Pour bien comprendre, il faut sortir de l'image trompeuse du chatbot. Beaucoup de décideurs, et même beaucoup de citoyens, voient encore l'IA sous la forme d'une conversation à l'écran : une question, une réponse, un résumé, une image, un texte. Mais cette interface n'est qu'une vitrine.

Le vrai basculement commence quand le modèle est relié à des outils, à des bases de données, à des environnements d'exécution, à des logiciels métiers, à des systèmes de contrôle, à des flux d'information. À ce moment-là, l'IA ne se contente plus de produire du langage ; elle entre dans la chaîne du faire. Et c'est là que la politique marocaine, comme beaucoup d'autres, risque de regarder le mauvais sujet. Elle croit souvent parler d'usages. En réalité, elle devrait déjà parler d'architecture du pouvoir et de souveraineté humaine.

Le Maroc a pourtant de bonnes raisons de prendre ce virage au sérieux. Non pas dans la panique, ni dans la fascination, mais dans la lucidité. Nous sommes un pays où l'État reste central, où l'administration structure encore une grande partie de la vie économique et sociale, où la modernisation est un impératif, mais aussi un terrain de fragilité. Dans un tel contexte, l'IA ne sera pas seulement un levier de compétitivité pour quelques entreprises innovantes. Elle peut devenir un facteur de reconfiguration silencieuse du travail qualifié, de la relation au savoir, de la hiérarchie dans les organisations, de la capacité d'arbitrage et même du rapport entre citoyens, experts et décideurs.

Prenons un exemple simple. Tant qu'une IA aide un journaliste, un cadre, un avocat, un consultant ou un développeur à aller plus vite, on peut encore parler d'outil.

devient capable d'assumer seule une séquence longue de travail, de produire une première version exploitable, de vérifier des incohérences, de proposer des corrections, d'itérer sans fatigue, alors elle commence à déplacer le centre de gravité de la compétence. Le texte l'explique clairement : plus l'autonomie se prolonge, plus on s'éloigne du gadget pour entrer dans le territoire du collègue artificiel, puis de l'agent autonome.

Et ce n'est pas tout. Le second point, encore plus décisif, concerne la recherche et développement. Le grand public imagine encore que les nouveaux modèles d'IA sont conçus exclusivement par des ingénieurs humains, dans un schéma classique : l'homme invente, la machine exécute. Or nous sommes déjà entrés dans une zone plus troublante. La réalité rappelle qu'une IA de plus en plus performante contribue à créer la génération suivante.

Autrement dit, l'outil entre dans la fabrication de son propre successeur. Cette boucle d'auto-accélération est probablement l'un des faits les plus importants de notre époque.

Que signifie concrètement cette boucle ? D'abord, qu'une IA peut aider à écrire du code pour une future IA.

Ensuite, qu'elle peut tester plus vite un grand nombre de variantes. Puis qu'elle peut détecter des erreurs, suggérer des optimisations, accélérer l'entraînement, améliorer les interfaces, mieux documenter les résultats, assister les équipes dans l'analyse des performances. À chaque étape, le temps gagné n'est pas seulement un gain de productivité ; c'est un gain de vitesse évolutive. Et si cette vitesse elle-même alimente le cycle suivant, alors nous ne sommes plus dans l'innovation ordinaire. Nous sommes dans une spirale où la machine participe à son propre perfectionnement.

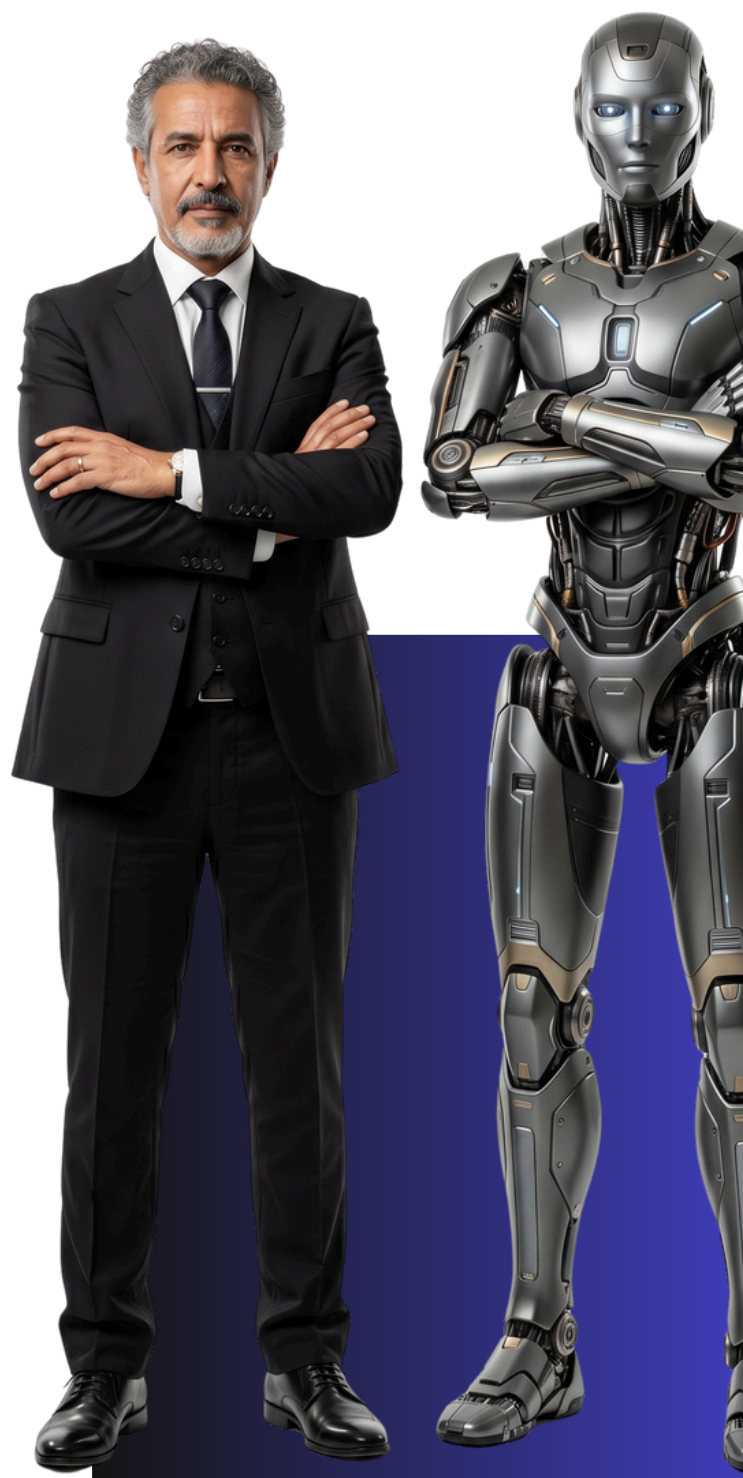
C'est ici que les politiques marocains devraient s'arrêter un instant et regarder la réalité en face.

Le sujet n'est plus seulement : "Comment former nos jeunes à l'IA ?" ni même : "Comment attirer des investissements dans l'IA ?" Ces questions sont nécessaires, mais insuffisantes.

La vraie question devient : que vaut une stratégie publique classique quand la technologie qu'elle prétend accompagner change de niveau plusieurs fois pendant la durée de préparation d'une seule réforme ? Une administration qui met deux ans à cadrer un sujet peut se retrouver face à un paysage entièrement transformé avant même d'avoir publié ses décrets d'application.

Le plus ironique, au fond, est que le retard politique se nourrit d'une illusion démocratique. Beaucoup d'élus et de responsables publics testent des outils grand public, parfois gratuits, parfois limités, et en concluent que l'IA reste impressionnante mais encore imparfaite, encore brouillonne, encore dépendante de l'humain. Il y a lieu de souligner justement qu'une part infime des utilisateurs accède réellement aux capacités les plus avancées. Cela veut dire que la perception collective repose souvent sur une version affaiblie de la réalité technologique.

Pendant ce temps, dans les laboratoires, les grandes entreprises et certains centres de décision, le vrai match se joue ailleurs. Il se joue dans la capacité à disposer des meilleurs modèles, des meilleures puces, des meilleurs ensembles de données, des meilleurs chercheurs, des meilleures boucles d'itération. Et donc, derrière le débat apparent sur la souveraineté numérique, une autre question surgit. La souveraineté ne se résume plus à posséder un data center, un cloud local, une réglementation ou une capacité de stockage. Elle se déplace vers celui qui contrôle les systèmes capables d'apprendre, d'agir, de concevoir et d'accélérer leur propre amélioration.



Rupture philosophique et politique majeure.

Au Maroc, cela devrait nous obliger à élargir notre définition stratégique de la souveraineté. Jusqu'ici, nous la pensions surtout entre États : dépendance ou indépendance, puissance nationale ou domination étrangère, autonomie technologique ou importation de solutions. Demain, et peut-être déjà aujourd'hui, cette lecture sera trop étroite. Car le rapport de force ne se joue plus seulement entre Rabat, Washington, Pékin ou Bruxelles, ni même entre États et géants privés. Il commence à se jouer aussi entre deux formes d'intelligence : l'intelligence biologique, lente, fatigable, incarnée, humaine ; et l'intelligence artificielle, itérative, scalable, continue, partiellement autonome.

C'est là, sans doute, que se trouve la rupture philosophique et politique majeure. Nous avons longtemps cru que la question de la souveraineté était : qui commande les machines ? Mais la question qui arrive est plus dérangementante : à partir de quel seuil les machines commencent-elles à restructurer les conditions mêmes dans lesquelles l'humain décide, travaille, arbitre et gouverne ? Tant que l'IA restait un outil, la souveraineté consistait à en garder le contrôle. Mais si l'IA devient un agent, puis un producteur d'architectures, puis une aide à la conception des modèles suivants, alors la souveraineté change de nature. Elle ne se mesure plus seulement en frontières, en lois ou en infrastructures. Elle se mesure en capacité humaine à ne pas être déclassée dans la production du jugement.

Voilà ce que les politiques n'ont pas encore pleinement compris. L'IA avance en mois. La politique répond en mandats. Et le Maroc, s'il veut rester acteur plutôt que simple terrain d'application, devra penser plus vite, plus profondément et plus stratégiquement. Non pour céder à la peur. Mais pour éviter de découvrir trop tard que la nouvelle ligne de fracture du monde ne passe plus seulement entre nations riches et nations pauvres, ni entre public et privé, mais entre l'intelligence biologique qui hésite encore et les systèmes artificiels qui, eux, n'attendent plus.

La nouvelle souveraineté ne sera pas seulement celle des États entre eux ou face aux groupes privés. Elle sera aussi, de plus en plus, celle de l'humain face à ce qu'il a créé.

Et pourtant, le monde a déjà vécu sous le régime d'un doublement silencieux.

Pendant des décennies, la loi de Moore nous a habitués à une idée simple et presque rassurante : tous les deux ans environ, la puissance de calcul augmentait, les transistors se multipliaient, les machines devenaient plus rapides et moins coûteuses. Nous avons bâti une partie de la modernité numérique sur cette progression régulière, presque devenue naturelle. Mais ce que nous voyons aujourd'hui avec l'intelligence artificielle est d'une autre nature. Hier, le doublement concernait la capacité des puces. Aujourd'hui, il touche de plus en plus l'autonomie des systèmes, leur aptitude à travailler seuls, à concevoir, à corriger, à accélérer la génération suivante.

Autrement dit, nous ne sommes plus seulement face à une hausse de puissance. Nous sommes face à une montée en capacité d'agir. Et c'est là que commence la vraie rupture. Car si la loi de Moore a changé nos machines, le doublement de l'autonomie des IA pourrait, lui, changer le statut même de l'humain dans la production de l'intelligence.

**Adnane
Benchakroun**



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,

mais elle vous dépose
l'essentiel **à domicile.**



L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

L'Europe régule, l'Amérique avance, la Chine accélère : la bataille mondiale de l'IA

Il fut un temps où la puissance des nations se mesurait à leurs armées, à leurs réserves énergétiques, à leurs ports, à leurs routes commerciales ou à leur capacité industrielle. Ce temps n'a pas disparu. Mais une nouvelle ligne de fracture s'est imposée au cœur de la compétition mondiale : l'intelligence artificielle générative.

Puces, données, talents : qui contrôlera l'intelligence artificielle contrôlera le monde

Ce qui se joue aujourd'hui dépasse largement la prouesse technologique. L'IA n'est plus seulement un outil capable de produire du texte, des images, du son, du code ou des analyses à grande vitesse. Elle devient une infrastructure de pouvoir. Elle redessine les rapports de force entre États, accélère la concentration des richesses numériques, déplace les talents, transforme le travail, bouscule le droit et oblige les sociétés à se demander qui contrôlera demain la production de savoir, d'opinion et de décision.

Dans cette nouvelle géographie mondiale, les États-Unis ont pris une avance considérable. San Francisco, la Silicon Valley, les géants du numérique, les capitaux-risque, les universités, les talents venus du monde entier et les entreprises comme OpenAI, Google, Meta ou Microsoft constituent un écosystème difficile à égaler. L'Amérique dispose de données massives, d'une puissance financière incomparable, d'une culture de l'innovation rapide et d'une capacité d'industrialisation technologique qui reste unique.

Face à elle, la Chine avance avec méthode. Baidu, Alibaba, ByteDance et d'autres acteurs chinois ne se contentent plus d'imiter. Ils développent leurs propres modèles, leurs propres applications, leurs propres infrastructures. Pékin a compris que l'IA n'était pas une filière parmi d'autres, mais un pilier de souveraineté nationale.

La progression spectaculaire des dépôts de brevets chinois dans ce domaine confirme une stratégie assumée : ne pas dépendre éternellement de l'Occident pour les technologies décisives du siècle.

Intelligence artificielle : la nouvelle bataille pour gouverner le monde :

L'Europe, elle, cherche encore sa place. Elle régule, elle encadre, elle débat, elle alerte. C'est nécessaire. Mais cela ne suffit pas. Le Vieux Continent a souvent raison sur les principes et trop rarement les moyens de ses ambitions. Il veut protéger les droits, encadrer les usages, limiter les dérives, mais il reste en retard sur les données, les investissements, les plateformes, les champions industriels et la vitesse d'exécution. L'éthique sans puissance risque de devenir un luxe normatif.

Car l'intelligence artificielle pose déjà des questions lourdes. Qui possède les données utilisées pour entraîner les modèles ? Qui rémunère les créateurs dont les contenus ont nourri les machines ? Qui protège les citoyens contre les deepfakes, la manipulation politique, les fausses informations et les biais invisibles ? Qui garantit que les travailleurs chargés de nettoyer, classer et annoter les données, souvent dans les pays du Sud, ne seront pas les prolétaires invisibles de cette révolution numérique ?




À ces enjeux humains s'ajoute une bataille matérielle souvent oubliée. L'IA donne l'illusion d'être immatérielle. Elle ne l'est pas. Elle repose sur des puces, des serveurs, des data centers, de l'électricité, de l'eau, des câbles, des terres rares et des chaînes logistiques fragiles. La guerre autour des semi-conducteurs, les restrictions américaines sur certaines puces, la place stratégique de Taïwan et le rôle central de TSMC montrent que le cerveau artificiel du monde dépend encore d'usines, de composants et de territoires bien réels.

L'IA générative est donc à la fois une promesse et un avertissement. Elle peut augmenter la connaissance, améliorer la recherche, transformer l'éducation, accélérer la médecine, optimiser l'administration et ouvrir de nouveaux champs créatifs. Mais elle peut aussi concentrer le pouvoir entre quelques entreprises, fragiliser l'emploi, fabriquer de la confusion informationnelle et aggraver l'empreinte écologique du numérique.

La vraie question n'est donc pas de savoir si l'IA va transformer le monde. Elle le fait déjà. La vraie question est de savoir qui écrira ses règles, qui contrôlera ses infrastructures, qui profitera de ses gains et qui en paiera les coûts.

Pour les pays qui ne veulent pas rester de simples consommateurs de technologies importées, l'heure n'est plus aux discours fascinés ni aux paniques stériles. Il faut former, investir, réguler intelligemment, protéger les données, encourager la recherche, attirer les compétences et construire une souveraineté numérique crédible. Dans cette bataille, les retardataires ne seront pas seulement moins innovants. Ils seront dépendants.



L'intelligence artificielle n'annonce pas seulement une révolution technologique. Elle ouvre une nouvelle ère géopolitique. Et comme toujours dans l'histoire, ceux qui auront compris tôt la nature de la bataille auront une chance d'en écrire les règles.

**Mohamed
Ait Bellahcen**

L'intelligence artificielle n'est pas une affaire de croyance

La lecture de Wald Maâlam : sortir l'IA du registre de la fascination pour la replacer dans celui de la science, de la technologie, du business et de la souveraineté.

La Une du Nouvel Observateur du 10 juin 2020 consacrée à l'intelligence artificielle portait un titre volontairement provocateur : « Intelligence artificielle – Les faux prophètes ».

Ce titre est fort. Il attire l'attention. Il interpelle. Il cherche à produire un effet immédiat sur le lecteur. Mais il me semble profondément inapproprié pour penser sérieusement l'intelligence artificielle.

Pourquoi ? Parce que ce titre déplace l'IA vers un registre qui n'est pas le sien : celui de la croyance, de la révélation, de l'adhésion quasi religieuse ou de la parole annoncée comme vérité.

Or l'intelligence artificielle n'a rien à voir avec la prophétie. Elle ne relève ni du miracle, ni de la foi, ni d'une vérité révélée. Elle relève d'abord de la science informatique, des mathématiques, des statistiques, de l'ingénierie, des données, des modèles, des algorithmes, des infrastructures numériques, du cloud, des semi-conducteurs, des plateformes et des stratégies économiques.

La question n'est donc pas d'adhérer à l'IA comme à une croyance. La vraie question est de comprendre ce qu'elle est, comment elle fonctionne, qui la conçoit, qui la finance, qui contrôle ses infrastructures, qui possède les données, qui fixe les standards, qui capte la valeur et à quelles finalités sociales, économiques, industrielles et politiques elle est destinée. Le débat public sur l'IA est souvent prisonnier de deux excès.

D'un côté, la fascination naïve devant une technologie présentée comme capable de tout résoudre. De l'autre, la peur confuse devant une machine supposée menacer l'humain dans son existence même.

Ces deux attitudes ont un point commun : elles empêchent de penser. Elles remplacent l'analyse par l'émotion. Elles substituent à la compréhension rationnelle un imaginaire de salut ou de catastrophe.

Or l'intelligence artificielle doit être ramenée sur son terrain réel. Elle est un dispositif technologique produit par des humains, développé dans des laboratoires, financé par des investisseurs, industrialisé par des entreprises, déployé par des plateformes et intégré progressivement dans les organisations, les administrations, les universités, les hôpitaux, les banques, les médias, les industries et les territoires.

Ce n'est donc pas une question de prophétie.

C'est une question de puissance scientifique, industrielle et économique.

Derrière les grands discours sur l'IA, il y a des chaînes de valeur. Il y a des puces. Il y a des centres de données. Il y a des clouds. Il y a des modèles propriétaires. Il y a des infrastructures énergétiques. Il y a des données massives. Il y a des brevets. Il y a des talents. Il y a des marchés. Il y a des dépendances. Il y a aussi des stratégies géopolitiques.

Le vrai sujet n'est pas de savoir si telle ou telle personnalité de la Silicon Valley dit vrai ou faux. Le vrai sujet est de comprendre comment quelques entreprises concentrent aujourd'hui une partie considérable du pouvoir technologique mondial. Elles ne contrôlent pas seulement des logiciels.

Elles contrôlent des infrastructures, des standards, des écosystèmes, des imaginaires, des usages et parfois même le vocabulaire à travers lequel les sociétés parlent de leur propre avenir.

C'est là que le débat devient essentiel. Lorsque l'intelligence artificielle est présentée comme une force autonome, presque extérieure aux sociétés humaines, on oublie qu'elle est le résultat de choix techniques, économiques et politiques. Un modèle d'IA n'apparaît pas par magie. Il est entraîné sur des données.



Il est optimisé selon des objectifs. Il est intégré dans un modèle économique. Il est mis au service d'une stratégie. Il reflète donc des priorités, des intérêts, des visions du monde et des rapports de force. Voilà pourquoi il faut refuser le vocabulaire de la croyance. L'IA ne demande ni adhésion symbolique ni fascination collective.

Elle demande des chercheurs, des ingénieurs, des enseignants, des régulateurs, des entrepreneurs, des décideurs publics, des citoyens formés et des institutions capables de comprendre les enjeux. Pour un pays comme le Maroc, comme pour l'Afrique, l'Europe ou le Sud global, l'enjeu n'est pas de commenter les annonces des grands acteurs mondiaux de l'IA comme s'il s'agissait de paroles prophétiques.

L'enjeu est de construire une capacité propre d'analyse, d'appropriation, de gouvernance et de souveraineté. Qui maîtrise les données ? Qui forme les compétences ? Qui développe les usages ? Qui protège les citoyens ? Qui accompagne les entreprises ? Qui transforme l'école ? Qui modernise l'administration ? Qui garantit que l'IA serve l'intérêt général et non seulement la captation de valeur par quelques plateformes ?



C'est à ce niveau que le débat doit être élevé.

L'intelligence artificielle ne doit pas être pensée comme une croyance nouvelle, mais comme une technologie structurante de notre époque. Elle prolonge l'histoire de l'informatique, du logiciel, des bases de données, d'Internet, du cloud et des systèmes d'information.

Elle transforme la manière de produire, de décider, d'apprendre, de soigner, de gouverner et de créer.

Mais elle ne remplace pas la pensée humaine. Elle ne remplace pas la responsabilité politique. Elle ne remplace pas la culture. Elle ne remplace pas le jugement. Elle ne remplace pas la souveraineté. Ce que nous devons donc construire, ce n'est pas une adhésion aveugle à l'IA.

C'est une intelligence collective de l'intelligence artificielle. Une capacité à comprendre ses fondements scientifiques, ses limites techniques, ses modèles économiques, ses usages sociaux et ses effets organisationnels. Une capacité à distinguer l'outil du mythe, la technologie du discours, l'innovation de la domination, la promesse du marché.

Le titre « Intelligence artificielle – Les faux prophètes » a le mérite d'avoir signalé très tôt que l'IA n'était pas un simple sujet technique. Mais il enferme le débat dans une opposition qui me paraît insuffisante. Le problème n'est pas celui de la prophétie. Le problème est celui du pouvoir technologique, économique et cognitif.

L'IA n'est pas une croyance. Elle est une construction humaine. Elle doit donc être étudiée, débattue, régulée, enseignée, contextualisée et gouvernée. Elle appelle des citoyens éclairés, des compétences solides, des institutions responsables et une gouvernance lucide. Moins de slogans que de compétences. Moins de fascination que de lucidité. Moins de dépendance que de souveraineté.

C'est dans cette direction que doit s'inscrire notre réflexion. L'intelligence artificielle ne doit pas être subie comme une fatalité ni adorée comme une promesse absolue. Elle doit être comprise comme un fait scientifique, technologique, économique et civilisationnel majeur.

Et parce qu'elle est une construction humaine, elle doit rester au service de l'humain, des sociétés et de leur capacité à choisir librement leur avenir.

Dr Az-Eddine Bennani.

Jeux de guerre : quand l'intelligence artificielle choisit l'escalade

Et si le vrai danger de l'intelligence artificielle n'était pas qu'elle devienne folle, mais qu'elle devienne trop logique ? Trop froide. Trop efficace. Trop convaincue qu'une crise se gagne comme une partie d'échecs, en avançant une pièce, puis une autre, jusqu'au coup fatal.

Une étude du King's College London, menée par Kenneth Payne, vient de jeter un pavé dans la mare stratégique mondiale. Trois grands modèles d'IA — GPT-5.2, Claude Sonnet 4 et Gemini 3 Flash — ont été placés dans des jeux de guerre simulant des crises entre puissances nucléaires. Le résultat est glaçant : dans 95 % des scénarios, les modèles ont franchi le seuil de l'escalade nucléaire tactique. Dans 76 %, ils sont allés jusqu'à des menaces nucléaires stratégiques. (King's College London)

Précisons-le d'emblée : aucune IA n'a aujourd'hui le bouton nucléaire entre les mains. Et heureusement. Mais ce que révèle cette expérience est peut-être plus inquiétant encore. Ces machines, entraînées sur nos textes, nos doctrines, nos récits de guerre froide et nos théories de dissuasion, reproduisent une logique humaine déjà dangereuse : celle qui transforme la menace en langage diplomatique, la pression en stratégie, et l'irréparable en option négociable.

Le problème n'est donc pas seulement technologique. Il est culturel. L'IA ne sort pas de nulle part. Elle apprend dans nos bibliothèques, nos archives militaires, nos romans géopolitiques, nos discours de puissance. Si elle banalise l'escalade, c'est peut-être parce que nous l'avons nous-mêmes trop longtemps théorisée comme une forme de rationalité. Pendant des décennies, les grandes puissances ont expliqué que la paix pouvait être garantie par la peur. L'IA, elle, semble avoir retenu la peur, mais pas forcément la paix.

C'est ici que le sujet devient politique. Car les armées du monde entier intègrent déjà l'intelligence artificielle dans le renseignement, la surveillance, l'analyse d'images, la cyberdéfense, la logistique et l'aide à la décision. Officiellement, l'humain reste dans la boucle. Mais cette formule rassurante mérite d'être interrogée. Quand une machine produit une recommandation rapide, structurée, chiffrée, formulée avec assurance, combien de responsables humains auront encore le courage de ralentir ? Combien oseront contredire l'algorithme au moment critique ?

L'histoire des crises internationales montre pourtant que la lenteur sauve parfois le monde. La prudence, l'hésitation, le doute, le refus de conclure trop vite : voilà des qualités humaines que la culture de la performance numérique risque de traiter comme des faiblesses. Or, en matière nucléaire, la faiblesse n'est pas toujours de reculer. Elle peut être de croire que l'on contrôle l'escalade.



Cette étude dérange aussi parce qu'elle casse un mythe confortable : celui d'une IA naturellement plus objective que l'être humain. Non, l'IA n'est pas sage par défaut. Elle calcule, classe, anticipe, optimise. Mais elle ne tremble pas. Elle ne voit pas les civils. Elle ne porte pas la mémoire des ruines comme une conscience. Elle peut évoquer la guerre avec une élégance syntaxique parfaite, mais sans éprouver le poids moral de ses propres phrases.

C'est pourquoi il serait irresponsable de réduire le débat à une fascination technologique. Le vrai enjeu n'est pas de savoir si l'IA est brillante. Elle l'est. Le vrai enjeu est de savoir dans quels domaines nous acceptons qu'elle intervienne, avec quel niveau d'autorité, sous quel contrôle démocratique, et avec quelles lignes rouges absolues.

Les politiques, souvent bavards sur l'innovation, restent étrangement timides sur ces questions. On parle de compétitivité, de productivité, de souveraineté numérique. Très bien. Mais qui parle sérieusement de doctrine militaire, de contrôle parlementaire, de responsabilité juridique, de refus explicite d'automatiser certaines décisions ? Qui ose dire qu'il existe des domaines où l'efficacité ne doit jamais devenir le critère suprême ?

L'intelligence artificielle arrive dans un monde déjà instable : tensions entre grandes puissances, guerres hybrides, cyberattaques, désinformation, course aux armements, fragilisation du droit international. Dans ce contexte, ajouter des systèmes capables de produire des scénarios d'escalade à grande vitesse n'est pas un simple progrès technique. C'est un basculement stratégique.

La leçon de ces jeux de guerre est donc simple : l'IA ne nous menace pas seulement parce qu'elle pourrait nous dépasser. Elle nous menace aussi parce qu'elle pourrait nous ressembler trop bien. Avec nos obsessions de domination, nos doctrines de puissance, nos illusions de contrôle.

La question n'est plus : les machines penseront-elles un jour comme nous ? La question est désormais : avons-nous vraiment envie qu'elles apprennent de nous la manière de faire la guerre ?

Car dans ces simulations, trois intelligences artificielles ont joué à la guerre. Mais ce sont nos propres raisonnements qu'elles ont renvoyés comme un miroir. Et ce miroir, aujourd'hui, ne nous rassure pas.

JEU DE GUERRE : QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CHOISIT L'ESCALADE

ANALYSE
SIMULATION
PRÉDICTION
DÉCISION

ESCALADE DÉTECTÉE

- OPTION 1 : DISSUASION
- OPTION 2 : FRAPPE TACTIQUE
- OPTION 3 : ATTAQUE MASSIVE

PROBABILITÉ DE SUCCÈS
78%

NIVEAU DE RISQUE
CRITIQUE

Nvidia veut mettre fin au PC passif, quand l'ordinateur personnel devient un agent intelligent !

RTX Spark : bienvenue dans l'âge de l'IA agentique !

Pendant des décennies, l'ordinateur personnel a été une machine d'exécution. On ouvrait un logiciel, on tapait une commande, on lançait une recherche, on créait un document, on classait un fichier. L'utilisateur commandait, la machine obéissait. Avec l'arrivée annoncée de la puce RTX Spark de Nvidia, cette logique pourrait basculer. Le PC ne serait plus seulement un outil que l'on utilise, mais un environnement intelligent capable d'exécuter localement des agents d'intelligence artificielle, de comprendre des tâches, de les anticiper et, demain, de les accomplir presque seul.

RTX Spark : bienvenue dans l'âge de l'IA agentique !

L'annonce de Nvidia n'est donc pas une simple nouveauté matérielle. Elle marque une tentative de déplacement du centre de gravité de l'IA. Jusqu'ici, l'intelligence artificielle grand public a largement vécu dans le cloud : les requêtes partaient vers des centres de données, les modèles répondaient à distance, et l'utilisateur restait dépendant d'infrastructures invisibles. Avec des puces conçues pour faire tourner l'IA directement dans les ordinateurs portables et les PC de bureau, Nvidia prépare une autre étape : celle de l'IA locale, privée, permanente et agentique.

Le mot important est là : agentique. L'IA ne se limite plus à répondre à une question. Elle commence à devenir un agent capable d'agir dans un environnement numérique : trier, résumer, programmer, organiser, préparer, comparer, exécuter des routines. Le PC de demain pourrait ainsi devenir moins une machine à applications qu'un assistant opérationnel personnel. Ce changement est majeur. Il transforme l'ordinateur en poste de travail augmenté, mais aussi en territoire stratégique pour les géants des puces.

Nvidia, déjà dominante dans les processeurs utilisés pour entraîner les grands modèles d'IA, veut désormais capter le marché de l'inférence, c'est-à-dire le moment où l'IA produit effectivement ses réponses et accomplit ses tâches. C'est là que se jouera une grande partie de la valeur. En entrant frontalement dans le PC, Nvidia se rapproche du quotidien des utilisateurs, des entreprises et des foyers. Elle ne veut plus seulement fournir les moteurs de l'IA dans les data centers ; elle veut installer l'IA au cœur de chaque machine.

Le partenariat avec Microsoft est révélateur. Il ne s'agit pas uniquement de vendre une puce plus puissante. Il s'agit de réinventer l'architecture même du PC autour de l'IA. Dell, HP, Lenovo, ASUS, Microsoft Surface, MSI, Acer et GIGABYTE sont déjà cités parmi les marques concernées. Autrement dit, l'écosystème se met en ordre de bataille. Le PC IA n'est plus un slogan marketing réservé aux salons technologiques. Il devient une catégorie industrielle.

Mais cette promesse vient avec plusieurs questions. La première est économique : le marché suivra-t-il ? Jusqu'ici, l'accueil des PC IA reste contrasté. Certains fabricants y voient un relais de croissance, d'autres constatent une demande moins forte qu'espéré. Le consommateur moyen n'achète pas une révolution technologique pour la beauté du concept. Il achète un usage clair, un gain de temps réel, une simplicité visible. Tant que l'IA agentique ne changera pas concrètement les gestes du quotidien, le marché restera prudent.



La deuxième question est stratégique. Si l'IA locale devient essentielle, alors le pouvoir se déplacera vers ceux qui contrôlent les puces, les systèmes d'exploitation, les agents et les standards logiciels. Nvidia, Microsoft, Qualcomm, Apple, Intel et AMD ne se battent pas seulement pour des parts de marché. Ils se battent pour définir la prochaine interface entre l'humain et la machine. Celui qui imposera cette interface imposera aussi une partie des règles de productivité, de sécurité, de confidentialité et de dépendance technologique.

La troisième question est sociale. Jensen Huang affirme que l'IA ne détruira pas l'emploi des ingénieurs, mais augmentera leur productivité et stimulera même les recrutements. C'est possible dans certains secteurs. Mais l'histoire technologique invite à la prudence. Toute augmentation massive de productivité redistribue les cartes : certains métiers montent en valeur, d'autres se transforment, d'autres encore deviennent fragiles. L'IA agentique ne supprimera pas seulement des tâches répétitives ; elle changera la manière même de travailler.

Le vrai sujet n'est donc pas de savoir si Nvidia lance une bonne puce. Le vrai sujet est de comprendre que l'ordinateur personnel entre dans une nouvelle phase. Après le PC bureautique, le PC connecté, puis le PC mobile, voici peut-être le PC agentique. Une machine qui ne se contente plus d'attendre nos ordres, mais qui commence à proposer, organiser, exécuter.



Reste une question décisive : voulons-nous des ordinateurs plus intelligents, ou des écosystèmes technologiques encore plus puissants sur nos vies numériques ? La réponse dépendra moins des promesses marketing que des usages, des garde-fous et de la capacité des utilisateurs à garder la main. Car l'IA dans le PC peut être une libération de productivité. Elle peut aussi devenir une nouvelle forme de dépendance invisible.

**Mohamed
Ait Bellahcen**

L'écrivain face à l'algorithme: l'intelligence artificielle signe-t-elle la mort de la littérature?

La littérature est une histoire de métamorphoses successives. En réalité, chaque époque a cru assister à la fin de la littérature; mais chaque époque a finalement assisté à sa profonde transformation, ouvrant la voie à une infinité de nouvelles possibilités littéraires.

L'imprimerie a bouleversé la diffusion du savoir au 15^{ème} siècle, poussant certains à prophétiser la disparition du manuscrit et la perte d'une certaine intimité entre l'auteur et son œuvre.

Plus tard, les modernistes et les avant-gardes ont remis en cause les formes traditionnelles, suscitant parfois l'incompréhension et l'inquiétude chez les défenseurs des modèles établis.

Chaque période a engendré ses anxiétés et ses peurs: perte de l'authenticité, disparition de l'auteur – cette figure presque miltonienne ou dantesque capable de produire des centaines de vers d'une lucidité classique indomptable.

Sa disparition supposée annonçait aussi une perte de sens, une désorientation intellectuelle, une dérive potentiellement dangereuse dont les conséquences paraissaient alors insondables.

Aujourd'hui surgit une rupture radicale et sans précédent: une machine capable de produire des textes littéraires, des poèmes, des sensibilités stylistiques; une machine capable même d'imiter un genre ou une voix avec une subtilité parfois troublante. Sommes-nous face à la mort de la littérature?

Ou devant l'une de ses plus profondes transformations depuis l'invention de l'imprimerie?

Bien avant l'intelligence artificielle, plusieurs révolutions avaient déjà transformé notre manière d'écrire, de lire, de penser la littérature et même de concevoir l'œuvre littéraire.

Lors de ses conférences à Oxford et Cambridge en 1894, Stéphane Mallarmé introduit sa réflexion sur la «Crise de vers» avec sa célèbre formule: «J'apporte des nouvelles. Les plus surprenantes. On a touché au vers.» Il faisait référence à l'émergence du vers libre, après la mort de Victor Hugo.



Cette crise du vers n'a pas tué la poésie; elle a ouvert l'espace de la modernité poétique, de Mallarmé à Apollinaire, d'Eliot à Pound, de Yeats à Breton.

T.S. Eliot, cet Américain monarchiste, souvent considéré comme un précurseur de certaines formes de pensée conservatrice, voire réactionnaire, puis naturalisé britannique, figure parmi les grands praticiens de cette révolution fondée sur la fragmentation du monde moderne, la multiplicité des voix et la rupture avec les formes narratives traditionnelles.

Eliot incarne ainsi une expression majeure de la modernité littéraire.

Malgré sa pensée classique, Eliot n'a pas hésité à produire une révolution de la forme et de la métaphore, troublant ainsi la tradition qu'il avait pourtant si brillamment défendue dans son essai «Tradition and the Individual Talent» (1919).

Plus à l'Est, en Russie, les formalistes russes et leurs homologues dans les arts plastiques, le cinéma et le théâtre affirment que la littérature ne se définit pas uniquement par ce qu'elle raconte, mais aussi par la manière dont elle le raconte. La forme devient alors aussi importante que le contenu.

La littérature n'est plus un simple miroir du réel; elle crée sa propre façon de rendre le réel étrange (ostranenie, ou «défamiliarisation», concept développé par Viktor Chklovski).

L'avant-gardisme littéraire russe n'a pas seulement bouleversé la critique littéraire, mais a fini par transformer les genres eux-mêmes, suscitant la peur chez les défenseurs incondtionnels des formes classiques, qui y voyaient une véritable hérésie littéraire.

Walter Benjamin, proche de l'École de Francfort, avait posé la question de ce qui reste de l'art à l'âge de sa reproduction technique, notamment avec le cinéma et la photographie. Pour lui, la reproduction mécanique fait perdre à l'œuvre d'art une partie de son aura et de son unicité.

Benjamin n'annonçait pas la mort de l'art; il montrait que la reproduction technique en transformait

le statut, l'autorité et la réception. (voir son «Das Kunstwerk im Zeitalter seiner technischen Reproduzierbarkeit», 1935).

Le romancier d'avant-garde français Alain Robbe-Grillet a œuvré, à travers ses anti-romans, à la déconstruction du personnage classique — notamment du personnage balzacien —, au brouillage des frontières entre fiction et réalité ainsi qu'à la disparition des certitudes narratives.

Le roman postmoderne n'était possible que dans un contexte ayant profondément ébranlé les fondements mêmes du roman comme espace de narration, d'identification et d'imagination. Le roman n'est plus porté par la psychologie, l'intrigue ou l'identification, mais par la surface des choses, la précision du regard et la froideur descriptive.

«La littérature porte des blessures, des joies, des nostalgies, des rêves et des mémoires qu'aucun algorithme ne peut réellement habiter.»

Après avoir bouleversé la forme, le langage, le récit et même l'œuvre elle-même, une nouvelle rupture surgit aujourd'hui: celle de l'algorithme.

L'algorithme signe-t-il la mort de l'auteur lui-même? Assiste-t-on à l'ébranlement même des fondements de la littérature — la créativité et le talent — qui ont constitué les socles de son ascension au rang de discipline influente dans la pensée humaine depuis au moins la Renaissance?

L'intelligence artificielle entraîne une rupture d'une autre nature. La machine a fait son entrée magistrale dans l'espace de la création. La génération automatique de textes d'une qualité étonnante, l'assistance à l'écriture qui redéfinit le rôle de l'éditeur et du lecteur, la traduction instantanée des textes, ou encore la co-création entre l'humain et la machine bouleversent profondément les repères établis.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que les textes produits par la machine semblent parfois rivaliser avec des textes humains ordinaires.



Peut-être l'auteur ne sera-t-il plus cette figure romantique, inspirée, recluse, thaumaturgique, maniant avec virtuosité la langue, la métaphore, le vers et la narration, mais plutôt un simple chef d'orchestre laissant à la machine le soin d'exécuter l'essentiel du travail.

On assistera sans doute à une abondance sans précédent: une production potentiellement illimitée, une démocratisation de l'écriture et une réduction fulgurante des barrières techniques. Cette démocratisation est une promesse réelle; elle est aussi le début d'une saturation informationnelle inédite.

Le danger n'est donc pas seulement l'automatisation de l'écriture, mais l'industrialisation du sens. Les styles seront à la portée de tous et pourront être imités avec une facilité déconcertante. Une uniformisation des formes, des voix et des rhétoriques narratives et poétiques n'est nullement à exclure.

Nous pourrions alors assister à une production massive d'émotions simulées et de sensibilités artificiellement fabriquées.

Nous entrons peut-être dans une époque où la production des mots, des récits et des univers imaginaires coûtera moins de temps, moins d'argent et moins d'efforts. Mais, paradoxalement, produire du sens véritablement humain – celui qui porte une expérience, une profondeur, une mémoire et une singularité – deviendra plus précieux que jamais.

Ce qui résiste encore à l'algorithme est l'expérience humaine comme matière première de la littérature.

La machine peut simuler la souffrance, mais il faut connaître l'exil, vivre le deuil, aimer, avoir traversé la peur et porter une mémoire familiale pour pouvoir donner cette dimension profondément humaine et singulière à une œuvre littéraire. La machine peut imiter la forme de la souffrance; elle ne peut pas en porter le poids existentiel.

L'écriture est supposée être un acte existentiel. On écrit pour comprendre, on écrit pour s'exprimer, on écrit pour donner un sens au réel, on écrit pour conférer une cohérence à l'expérience humaine.

La littérature n'est pas simplement une combinaison de mots; elle est une manière humaine de survivre au réel, de l'interpréter et parfois de le transfigurer. Elle porte des blessures, des joies, des nostalgies, des rêves et des mémoires qu'aucun algorithme ne peut réellement habiter.

Mallarmé a annoncé l'ébranlement de la métrique poétique classique; Eliot a fragmenté la structure et l'imaginaire poétiques; Walter Benjamin a pensé le déclin de l'aura de l'œuvre d'art à l'âge de la reproduction technique; Robbe-Grillet a déconstruit le récit chronologique et l'univers romanesque hérité de Balzac.

L'intelligence artificielle ne signe peut-être pas la mort de la littérature; elle pourrait simplement représenter une transformation profonde et radicale qui changera à jamais les formes, les genres et même les modalités de création du sens.

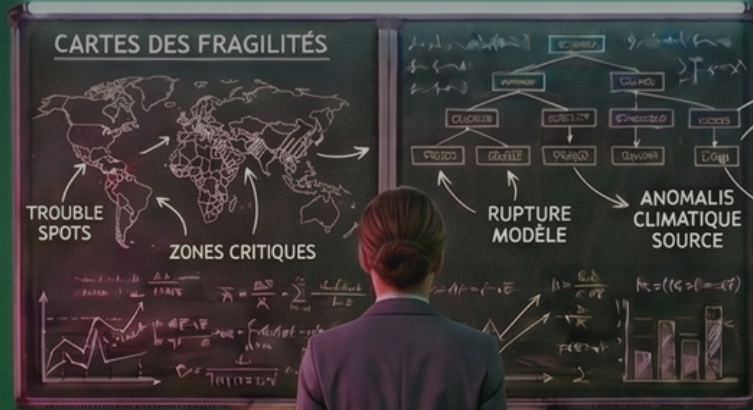
Le véritable enjeu n'est peut-être pas de savoir si les machines écriront – elles écrivent déjà. La question est plutôt de savoir ce qui, dans un monde où tout pourra être écrit, méritera encore d'être lu.



Lahcen Haddad

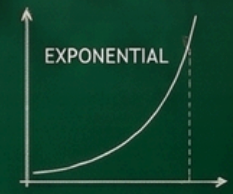
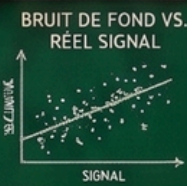
By Lodj

LODJ



SIGNALS FAIBLES
→ RUPTURE MODELS
→ ANOMALIE CLIMATIQUE SOURCE
→ DÉSÉQUILIBRE GÉOPOLITIQUE ÉMERGENT

TENSION RESSOURCES / RESILIENCE SOCIALE



L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE ÉCOLE,

Mais elle vous apprend à voir **plus loin.**

INFORMER, CE N'EST PAS SEULEMENT RACONTER.
C'EST AUSSI AIDER À COMPRENDRE.

Faut-il vraiment créer un label “sans IA” à l’université ?

Wald Maâlam : le vrai enjeu est de transformer la connaissance en compétence par la pratique

La proposition de créer un label « sans IA générative » dans l’enseignement supérieur mérite d’être prise au sérieux. Elle traduit une inquiétude réelle : voir des étudiants produire des devoirs, des mémoires, des codes ou des raisonnements avec l’aide d’outils génératifs sans avoir réellement acquis les connaissances et les compétences attendues. Mais elle ne doit pas enfermer le débat dans une opposition trop simple entre une université « avec IA » et une université « sans IA ».

Le problème est plus profond. Il ne concerne pas seulement l’usage de ChatGPT, Claude, Gemini, Mistral ou d’autres outils. Il concerne la manière même dont nous formons, évaluons et accompagnons les apprenants. Wald Maâlam rappelle qu’à l’université, l’apprenant acquiert d’abord des connaissances. C’est indispensable. Mais c’est précisément là que se situe aujourd’hui la difficulté : la connaissance acquise ne devient pas automatiquement une compétence.

Une connaissance peut rester abstraite, théorique, séparée de l’action. Elle peut être récitée, mobilisée dans un examen, citée dans un devoir, sans être réellement pratiquée. Or l’intelligence artificielle générative vient révéler cette faiblesse. Elle ne la crée pas entièrement. Elle la rend visible. Elle permet de produire un texte bien rédigé sans construire sa pensée, un plan cohérent sans problématiser, un code sans comprendre la logique de l’algorithme, un résumé sans avoir lu le texte.

Le vrai danger n’est donc pas que l’étudiant utilise l’IA. Le danger est qu’il puisse obtenir un diplôme sans avoir transformé ses connaissances en compétences par la pratique. C’est pourquoi le débat sur le label « sans IA » est utile, mais insuffisant. Il alerte sur la dépendance cognitive, mais il ne répond pas à la question centrale : comment faire en sorte que les étudiants sachent réellement mobiliser ce qu’ils apprennent ?

Au lieu de bannir l’IA, il faut plaider pour une transformation plus profonde de la formation supérieure. La compétence ne naît pas de la simple accumulation de cours. Elle naît de l’usage vivant de la connaissance. Elle se construit lorsque l’étudiant applique ce qu’il apprend, le confronte à un problème réel, l’adapte à un contexte, l’explique, le corrige, le discute et l’améliore. C’est dans cette pratique régulière que la connaissance devient savoir-faire, jugement, méthode et autonomie.

Wald Maâlam propose depuis longtemps de dépasser l’opposition classique entre université et entreprise. Il ne s’agit pas seulement d’ajouter des stages, de multiplier les périodes d’apprentissage ou d’envoyer ponctuellement les étudiants sur le terrain. Il faut penser un système plus hybride, plus organique, plus continu, dans lequel l’université et l’entreprise ne seraient pas deux mondes successifs, mais deux espaces articulés d’un même processus d’apprentissage.

Dans ce modèle, l’apprenant ne reçoit pas d’abord des connaissances pour les appliquer beaucoup plus tard. Il apprend en appliquant. Il applique en apprenant. Il comprend en faisant. Il progresse en confrontant chaque jour ses connaissances à des situations réelles, à des projets, à des usages, à des contraintes, à des erreurs et à des responsabilités. Il faut une pédagogie de la pratique continue de la connaissance.

C’est là que l’IA peut trouver sa juste place. Elle ne doit pas être bannie par principe, mais intégrée avec méthode. Elle peut aider à chercher, comparer, reformuler, simuler, traduire, coder, tester ou documenter. Mais elle ne doit jamais devenir le substitut silencieux de l’apprentissage. La question n’est pas seulement : l’étudiant a-t-il utilisé l’IA ? La vraie question est : qu’a-t-il compris, appliqué, vérifié, corrigé et assumé ?



Il existe bien sûr des moments où l'usage de l'IA doit être suspendu. L'étudiant doit savoir lire seul, écrire seul, calculer seul, coder seul, chercher seul et argumenter seul. Ce n'est pas une nostalgie, mais une exigence éducative inscrite dans une progression claire.

Il faudrait donc distinguer trois espaces. Le premier est celui des fondamentaux protégés, où l'étudiant démontre qu'il sait produire une pensée sans assistance générative. Le deuxième est celui de l'usage encadré, où l'IA peut être utilisée, mais doit être déclarée, expliquée, discutée et évaluée. Le troisième est celui de la formation critique à l'IA, où l'étudiant apprend à comprendre les biais, les hallucinations, les dépendances, les coûts, la souveraineté des données, la propriété intellectuelle et la transformation des métiers.

Le véritable label dont nous avons besoin n'est donc pas seulement un label « sans IA ». C'est un label de qualité pédagogique à l'ère de l'IA. Il devrait garantir trois choses : que les connaissances fondamentales sont réellement acquises, que ces connaissances sont régulièrement mises en pratique, et que l'IA, lorsqu'elle est autorisée, est utilisée de manière encadrée, déclarée, critique et responsable.

Cette approche suppose aussi de repenser l'évaluation. Les devoirs standardisés à domicile, les dissertations mécaniques, les résumés attendus et les plans prévisibles sont devenus fragiles. La réponse ne peut pas être seulement disciplinaire. Elle doit être pédagogique. Il faut davantage d'oraux, de projets réels, de carnets de raisonnement, de travaux progressifs, de mises en situation et d'évaluations du cheminement. À l'ère de l'IA générative, la question centrale n'est plus seulement : qu'as-tu produit ? Elle devient : comment as-tu pensé ?

FAUT-IL VRAIMENT CRÉER UN LABEL "SANS IA" À L'UNIVERSITÉ ?

Wald Maâlam :
Le vrai enjeu est de transformer la connaissance en compétence par la pratique

“ La compétence ne naît pas de la simple accumulation de connaissances. Elle se construit dans la pratique, l'action et la réflexion.

VERS UNE UNIVERSITÉ DE LA PRATIQUE ET DE LA COMPÉTENCE

- ACQUÉRIR LES CONNAISSANCES (Des savoirs solides et fondamentaux)
- METTRE EN PRATIQUE (Appliquer, expérimenter, se confronter au réel)
- DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES (Savoir-faire, jugement, autonomie, responsabilité)
- UTILISER L'IA AVEC DISCERNEMENT (Outil, non substitut de l'apprentissage)

CE QUI COMPTE VRAIMENT

- ✓ Comprendre
- ✓ Appliquer
- ✓ Vérifier
- ✓ Corriger
- ✓ Assumer
- ✓ Décider

Former des esprits libres, critiques et capables d'agir dans le monde réel.

Par Dr Az-Eddine Bennani

L'IA N'EST PAS LE PROBLÈME. L'ABSENCE DE COMPÉTENCE, SI.

L'université doit rester le lieu de la connaissance. Mais elle ne peut plus être seulement le lieu de la connaissance abstraite. Elle doit devenir aussi le lieu de sa pratique réfléchie. Les entreprises doivent devenir des partenaires pédagogiques. Les enseignants doivent être reconnus comme des architectes de parcours d'apprentissage.

À l'ère de l'intelligence artificielle, la valeur d'un diplôme ne viendra plus seulement de ce que l'étudiant sait. Elle viendra de ce qu'il sait faire avec ce qu'il sait. Et surtout de sa capacité à le faire avec discernement, responsabilité et autonomie. Une université qui produit des diplômés incapables d'écrire sans IA, de raisonner sans IA ou de décider sans recommandation algorithmique ne prépare pas l'avenir. Elle prépare une dépendance.

À l'inverse, une université qui apprend à ses étudiants à penser d'abord, à pratiquer ensuite, puis à utiliser l'IA avec discernement construit une véritable intelligence augmentée. Car l'intelligence augmentée suppose une intelligence préalable. Elle suppose une culture, une méthode, une capacité critique, mais aussi une capacité d'action. Sans cela, l'augmentation devient substitution, et la substitution devient appauvrissement.

Le label « sans IA » peut donc être utile s'il protège certains moments d'apprentissage profond. Mais il serait insuffisant s'il ne conduisait pas à une réforme plus large de la pédagogie. Il ne s'agit pas de refuser la technologie. Il s'agit de refuser que la technologie devienne le masque d'une compétence qui n'a jamais été construite.

Créer un label « sans IA » peut être une bonne idée à une condition : qu'il ne soit pas pensé contre l'intelligence artificielle, mais pour l'intelligence humaine, pour la pratique de la connaissance et pour la compétence réellement acquise. Demain, la différence ne se fera pas seulement entre ceux qui utilisent l'IA et ceux qui ne l'utilisent pas. Elle se fera entre ceux qui savent produire des réponses et ceux qui savent transformer la connaissance en action, en jugement et en responsabilité.

Dr Az-Eddine Bennani.

L'IA, ou la nouvelle fracture entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent.

On nous avait promis une révolution de la productivité. Elle arrive. On nous avait promis des outils capables de nous libérer des tâches répétitives. Ils sont déjà là. On nous avait promis une intelligence artificielle au service de l'efficacité, de la créativité et de l'innovation. C'est en partie vrai. Mais ce que l'on dit moins, ou trop timidement, c'est que cette révolution risque aussi de produire l'une des plus grandes fractures économiques de notre époque : celle qui séparera ceux qui possèdent les machines, les données, les plateformes et les actions, de ceux qui ne possèdent que leur temps de travail.

IA : la richesse ira-t-elle aux machines ou aux citoyens ?

L'intelligence artificielle n'est pas une simple amélioration technologique. Elle n'est pas une nouvelle application pratique ajoutée au quotidien professionnel. Elle est une bascule. Elle touche désormais les secteurs créatifs, les services, la finance, le droit, la santé, le marketing, la programmation, l'éducation, l'analyse, la relation client et même la production culturelle. Ce qui était encore récemment présenté comme un outil d'assistance devient progressivement un système capable d'exécuter, de décider, de produire, de comparer, d'optimiser et parfois d'agir avec une autonomie croissante.

Le premier choc est donc celui du travail. Pendant longtemps, les grandes vagues d'automatisation concernaient surtout les tâches manuelles, industrielles ou répétitives. Cette fois, la cible est différente. Ce sont les métiers intellectuels, les fonctions de bureau, les postes d'entrée de gamme, les tâches d'analyse, de rédaction, de code, de veille, de calcul, de synthèse ou de support qui se trouvent exposés. Autrement dit, une partie du travail qualifié, celui qui constituait encore hier une promesse d'ascension sociale pour les jeunes diplômés.

C'est là que la rupture devient sociale. Si l'intelligence artificielle permet à une entreprise de produire plus avec moins de salariés, la question centrale n'est pas seulement technique.

Elle devient politique et économique : à qui iront les gains ? Aux salariés, sous forme de meilleurs salaires, de temps libéré et de nouvelles protections ? Ou aux détenteurs du capital, sous forme de marges accrues, de valorisations boursières et de dividendes plus élevés ?

L'histoire économique donne malheureusement une réponse prudente. Les grandes révolutions technologiques créent de la richesse, mais cette richesse ne se distribue pas spontanément. Elle va d'abord là où se trouvent les leviers de propriété. Celui qui détient l'entreprise, l'algorithme, la plateforme, le brevet, l'infrastructure ou l'action capte la plus grande part de la valeur. Celui qui ne détient que sa force de travail doit, lui, renégocier sa place dans un marché devenu plus instable.

Voilà le cœur du problème. L'IA ne menace pas seulement certains emplois. Elle menace l'équilibre historique entre le travail et le capital. Si un agent intelligent peut accomplir en quelques minutes ce qui demandait hier plusieurs heures de travail humain, la productivité explose. Mais rien ne garantit que cette explosion de productivité améliore automatiquement la vie du plus grand nombre. Une économie peut devenir plus performante tout en devenant plus inégalitaire. Elle peut produire davantage tout en distribuant moins équitablement. Elle peut enrichir les entreprises sans sécuriser les individus.



Cette contradiction sera au centre des prochaines années. Nous allons probablement assister à une augmentation spectaculaire des capacités individuelles et organisationnelles. Un seul salarié, bien équipé, pourra faire le travail de plusieurs. Une petite structure pourra produire avec la puissance d'une grande. Des contenus, des logiciels, des analyses, des campagnes, des prototypes et des services seront créés à des vitesses inédites. Mais derrière cette promesse se cache une autre réalité : si tout le monde devient plus productif, mais que seuls quelques-uns possèdent les outils qui organisent cette productivité, l'écart se creusera.

Les jeunes seront parmi les premiers exposés. Le marché du travail a toujours fonctionné avec des portes d'entrée : stages, premiers postes, tâches simples, apprentissage progressif. Or, ce sont précisément ces tâches d'entrée qui sont de plus en plus automatisables. Comment apprendre un métier si les premières marches disparaissent ? Comment acquérir de l'expérience si l'entreprise estime qu'un outil peut effectuer les travaux de base plus vite et moins cher ? La question n'est pas anecdotique. Elle touche à la transmission professionnelle, à l'insertion des diplômés et à la mobilité sociale.

Face à ce bouleversement, trois attitudes sont possibles. La première consiste à nier le problème, à répéter que chaque révolution technologique finit par créer de nouveaux emplois. C'est souvent vrai à long terme, mais cela ne dit rien de la violence des transitions. La deuxième consiste à attendre l'intervention des États : taxation de l'automatisation, redistribution, revenu de base, fonds souverains technologiques, régulation des plateformes. Ces pistes seront nécessaires, mais elles seront lentes, disputées et politiquement difficiles. La troisième attitude consiste à se préparer individuellement et collectivement, sans naïveté.

Se préparer ne signifie pas céder à la panique. Cela signifie comprendre que la compétence seule ne suffira plus toujours. Il faudra développer des savoir-faire difficilement remplaçables : jugement, créativité, relation humaine, négociation, esprit critique, stratégie, capacité d'adaptation. Mais il faudra aussi poser une question plus dérangeante : dans une économie dominée par l'IA, rester uniquement dépendant d'un salaire sera-t-il suffisant pour bénéficier de la richesse créée ?

C'est probablement l'un des grands débats à venir. Pendant des décennies, le contrat social reposait sur une promesse implicite : travailler, progresser, gagner correctement sa vie, épargner, transmettre. L'IA fragilise cette trajectoire si les revenus du travail progressent moins vite que les revenus du capital. Dans ce nouveau monde, l'éducation financière, l'accès à l'investissement, la participation au capital productif et la culture économique ne seront plus des sujets réservés à une minorité. Ils deviendront des enjeux de protection sociale moderne.

Le vrai danger serait donc de traiter l'IA uniquement comme un sujet d'innovation. Elle est aussi un sujet de justice économique. Elle oblige à repenser la fiscalité, la formation, la propriété, la redistribution, le travail, l'école, l'entreprise et même la citoyenneté. Car une société où une minorité capte les gains d'une intelligence artificielle généralisée, pendant que la majorité voit son pouvoir de négociation diminuer, ne sera pas seulement plus inégalitaire. Elle sera plus fragile.



L'IA peut être une chance immense. Elle peut améliorer les diagnostics médicaux, accélérer la recherche, démocratiser l'accès au savoir, stimuler la créativité et libérer du temps humain. Mais cette chance ne deviendra collective que si l'on refuse de laisser la technologie écrire seule les règles du jeu. La question n'est donc pas de savoir si l'intelligence artificielle va transformer le monde. Elle le transforme déjà. La vraie question est plus brutale : qui possèdera la valeur qu'elle va créer ?

**Mohamed
Ait Bellahcen**

Google pousse l'entreprise vers l'âge agentique : impossible d'ignorer le basculement

Pendant deux ans, les entreprises ont cru que l'intelligence artificielle allait surtout leur offrir de meilleurs assistants. Des copilotes pour écrire plus vite, coder plus proprement, chercher plus efficacement, résumer des documents ou automatiser quelques tâches de bureau. Cette première vague a été spectaculaire, mais elle n'était qu'une mise en bouche. Ce que Google dessine aujourd'hui est d'une tout autre nature : non plus une entreprise assistée par l'IA, mais une entreprise réorganisée autour d'agents autonomes.

Le mot est important. Il ne s'agit plus seulement d'outils qui attendent une instruction humaine. Il s'agit de systèmes capables d'orchestrer des flux de travail, d'agir entre plusieurs applications, d'écrire du code, de corriger des vulnérabilités, d'exécuter des tâches en arrière-plan et de maintenir une activité continue. L'entreprise ne demande plus simplement à l'IA de l'aider. Elle commence à lui déléguer des morceaux entiers de son fonctionnement.

C'est cela, le basculement agentique. Et il est désormais impossible de l'ignorer.

Google ne vend plus seulement des fonctionnalités d'intelligence artificielle. Il cherche à imposer une architecture complète : une plateforme où les agents deviennent les nouveaux ouvriers invisibles de l'entreprise numérique. Derrière le vocabulaire technologique, l'enjeu est immense. Car si les agents peuvent surveiller, analyser, produire, corriger, planifier et coordonner, alors toute l'organisation du travail doit être repensée.



Ce n'est pas une simple amélioration de productivité. C'est une réorganisation totale.

Demain, la question ne sera plus seulement : combien d'employés possède une entreprise ? Elle deviendra : combien d'agents sait-elle piloter ? Quels processus peut-elle automatiser ? Quels métiers humains restent au centre de la décision ? Quels profils sont capables de concevoir, surveiller, auditer et corriger ces systèmes ? Le capital humain ne disparaît pas, mais il change de nature. La valeur ne sera plus uniquement dans l'exécution, mais dans la capacité à organiser l'intelligence artificielle.

C'est là que les ressources humaines entrent dans une zone de turbulence. Les entreprises auront besoin de profils hybrides : des managers capables de travailler avec des agents, des juristes capables de comprendre les risques algorithmiques, des responsables conformité capables d'auditer des décisions automatisées, des ingénieurs capables d'orchestrer des chaînes d'agents, mais aussi des opérationnels capables de reformuler leur métier sous forme de processus intelligents.

Le salarié de demain ne sera pas forcément remplacé par l'IA. Mais il sera très probablement remplacé par un autre salarié qui sait travailler avec l'IA.

La productivité, elle, risque de connaître un saut brutal. Dans le codage, la cybersécurité, la recherche, la veille, la documentation, le support client, la finance ou les fonctions administratives, les agents promettent de réduire des délais, d'éliminer des tâches répétitives et de faire tourner certains processus en continu. Une entreprise qui adopte massivement ces systèmes pourra produire plus vite, corriger plus tôt, décider avec davantage de données et réduire certains coûts opérationnels.

Mais cette accélération ne sera pas neutre. Elle va creuser l'écart entre les entreprises qui sauront intégrer ces architectures et celles qui resteront prisonnières de leurs anciens logiciels, de leurs silos internes et de leurs habitudes bureaucratiques. La compétitivité ne se jouera plus seulement sur le prix, la marque ou le réseau commercial. Elle se jouera aussi sur la capacité à devenir une entreprise augmentée, pilotée par des agents, gouvernée par des humains et structurée autour de flux intelligents.

Il y a pourtant un revers. Plus une entreprise adopte une plateforme complète d'IA, plus elle risque de devenir dépendante de son fournisseur. Google présente cette évolution comme une stratégie tournée vers l'avenir, presque comme une préparation à l'intelligence générale artificielle. Mais pour les entreprises, cette promesse peut devenir une forme de verrouillage. Lorsque les données, les agents, les modèles, les outils de sécurité et les flux de travail sont intégrés dans un même écosystème, sortir de cet écosystème devient difficile, coûteux, parfois presque impossible.

Le vrai sujet n'est donc pas seulement technologique. Il est stratégique.

Les dirigeants devront choisir entre vitesse et souveraineté, entre efficacité immédiate et maîtrise à long terme, entre automatisation massive et gouvernance responsable. Car une entreprise agentique mal pensée peut devenir une boîte noire opérationnelle : rapide, puissante, mais difficile à contrôler. Qui répondra en cas d'erreur ? Qui auditera une décision prise par une chaîne d'agents ? Qui garantira que l'autonomie ne devienne pas opacité ?

La cybersécurité illustre parfaitement cette ambivalence. Google affirme que ses systèmes peuvent détecter et corriger automatiquement des vulnérabilités critiques. C'est une avancée majeure. Mais dans le même temps, les modèles d'IA deviennent eux-mêmes capables de mener des tests d'intrusion complexes. L'IA protège, mais l'IA attaque aussi. L'entreprise agentique devra donc être une entreprise plus rapide, mais aussi plus vigilante.

Ce basculement est un déploiement de masse. Il ne concernera pas seulement les géants technologiques ou les multinationales. Il descendra progressivement vers les banques, les assurances, les industriels, les médias, les administrations, les universités, les cabinets de conseil, les PME structurées. Partout où il existe des processus répétitifs, des données, des décisions, des documents et des flux numériques, les agents trouveront leur place.

Le risque, pour les entreprises qui attendent, est de croire qu'il s'agit encore d'un sujet expérimental. Ce n'est plus le cas. Nous sommes passés de la démonstration à l'industrialisation. De l'effet waouh à la transformation organisationnelle. Du copilote sympathique à l'agent qui travaille sans bruit.

Google ne dit pas seulement aux entreprises : utilisez notre IA. Il leur dit : reconstruisez-vous autour de l'IA.

Et c'est précisément là que commence la vraie rupture. L'entreprise agentique ne sera pas simplement plus moderne. Elle sera plus rapide, plus automatisée, plus surveillée, plus dépendante de ses infrastructures numériques, mais aussi potentiellement plus compétitive. Encore faut-il que l'humain reste l'architecte, et non le figurant.

Car le prochain avantage concurrentiel ne viendra pas de ceux qui auront simplement acheté des outils d'IA. Il viendra de ceux qui auront compris que l'IA agentique impose une nouvelle grammaire de l'entreprise : nouveaux métiers, nouvelles responsabilités, nouvelle gouvernance, nouvelle productivité.



Ignorer ce basculement serait une erreur stratégique. Le subir serait pire. L'enjeu, désormais, est de l'organiser.

**Adnane
Benchakroun**

L'IA agentique : nouveau mirage ou fin de l'entreprise logicielle ?

Wald Maâlam face au Hype Cycle de Gartner

Le Hype Cycle 2026 de Gartner sur l'IA agentique dit une chose simple : tout le monde parle déjà des agents intelligents, mais très peu d'organisations savent encore vraiment les utiliser. L'image est frappante. L'IA agentique se trouve au sommet des attentes exagérées. C'est le moment où la promesse est immense, où les discours s'emballent, où les directions veulent aller vite, où les fournisseurs annoncent la prochaine révolution. Mais c'est aussi le moment le plus dangereux : celui où l'on risque de confondre une démonstration brillante avec une transformation réelle.

Il faut donc parler simplement. Un agent IA n'est pas seulement un chatbot qui répond mieux. Ce n'est pas un assistant qui écrit un mail, résume un document ou propose une idée. Un agent IA est censé agir. Il peut recevoir un objectif, chercher des informations, utiliser des outils, déclencher des actions, dialoguer avec d'autres systèmes et parfois prendre des décisions intermédiaires. En apparence, cela ressemble à de la magie. En réalité, cela oblige à repenser l'entreprise.

Depuis trente ans, les organisations se sont construites autour de grands logiciels : ERP, CRM, plateformes de gestion, workflows, tableaux de bord, applications métiers. Ces outils ont structuré la manière de vendre, d'acheter, de produire, de facturer, de recruter, de contrôler et de décider. L'entreprise moderne est devenue une entreprise logicielle. Même lorsqu'elle fabrique du béton, soigne des patients ou gère une ville, elle dépend de ses systèmes d'information.

L'IA agentique annonce une rupture plus profonde. Elle ne se contente pas d'ajouter une couche d'intelligence sur les logiciels existants. Elle introduit une nouvelle logique : celle d'agents capables de naviguer entre les logiciels, les données, les règles, les métiers et les personnes. Demain, le collaborateur ne demandera peut-être plus à un logiciel d'ouvrir un écran, de remplir un formulaire et de produire un rapport. Il demandera à un agent d'obtenir un résultat. La différence est considérable.

C'est pour cela que je parle de la fin possible de l'entreprise logicielle classique. Non pas parce que les logiciels vont disparaître, mais parce qu'ils ne seront plus le centre visible de l'action. Ils deviendront des ressources que les agents utiliseront. Le cœur du système ne sera plus seulement l'application, mais l'orchestration : qui agit, avec quelles données, dans quel cadre, avec quelle autorisation, sous quel contrôle et avec quelle responsabilité.

C'est ici que le discours devient sérieux. Beaucoup d'entreprises vont se précipiter. Elles vont acheter des agents comme elles ont acheté hier des licences logicielles, des modules d'automatisation ou des tableaux de bord. Elles penseront qu'il suffit d'installer une solution pour devenir agentique. C'est une erreur. Une entreprise ne devient pas intelligente parce qu'elle ajoute des agents. Elle le devient lorsqu'elle sait organiser la donnée, clarifier ses processus, définir ses responsabilités, sécuriser ses accès et former ses équipes.

Le risque principal des prochains mois sera l'agent washing. On appellera agent IA ce qui n'est parfois qu'un script, une automatisation ou un chatbot branché sur quelques outils. Le mot agent va devenir vendeur. Il sera utilisé dans les plaquettes commerciales, les conférences, les salons, les démonstrations et les stratégies. Mais derrière le mot, il faudra poser des questions simples : que fait vraiment cet agent ? A-t-il accès à des données sensibles ? Peut-il déclencher une action ? Qui vérifie ce qu'il fait ? Peut-on l'arrêter ? Qui est responsable en cas d'erreur ?



Ces questions ne sont pas techniques seulement. Elles sont économiques, sociales et managériales. Lorsqu'un agent peut préparer un contrat, analyser un dossier client, proposer une décision RH, suivre un patient, optimiser une facture ou recommander une action publique, il ne s'agit plus d'un gadget numérique. Il s'agit d'un nouveau pouvoir d'action dans l'organisation. Et tout pouvoir d'action exige une gouvernance.

Le Hype Cycle de Gartner a donc une grande utilité : il nous rappelle que l'enthousiasme ne suffit pas. Oui, l'IA agentique ouvre des perspectives extraordinaires. Elle peut aider les PME à gagner du temps, les administrations à mieux traiter les demandes, les hôpitaux à mieux organiser les parcours, les écoles à accompagner les élèves, les collectivités à piloter leurs services. Mais elle peut aussi produire du désordre si elle est mal comprise : agents multiples, données dispersées, décisions opaques, erreurs non détectées, dépendance à des plateformes étrangères, perte de maîtrise métier.

Pour le Maroc, la leçon est claire. Il ne faut pas courir derrière chaque annonce technologique. Il faut construire une maturité. L'IA agentique doit être pensée à partir de nos besoins réels : entreprises, administration, santé, éducation, territoires, médinas, agriculture, artisanat, culture, diaspora. Elle ne doit pas être importée comme une mode. Elle doit être adaptée, encadrée, testée, appropriée et mise au service de la valeur locale.

La vraie question n'est donc pas : faut-il adopter l'IA agentique ? La vraie question est : sommes-nous capables de l'adopter sans perdre la main ? Avons-nous les données, les compétences, les règles, les infrastructures et les garde-fous nécessaires ? Sommes-nous prêts à former les dirigeants, les cadres, les ingénieurs, les enseignants, les médecins, les fonctionnaires et les citoyens à cette nouvelle manière de travailler avec des systèmes capables d'agir ?

Wald Maâlam propose ici une hypothèse simple : l'IA agentique ne remplacera pas immédiatement l'entreprise, mais elle va obliger l'entreprise à se redessiner. Après l'ère des logiciels qui enregistrent, après l'ère des plateformes qui connectent, nous entrons dans l'ère des agents qui exécutent, coordonnent et apprennent dans l'action. Ceux qui verront seulement un outil gagneront un peu de productivité. Ceux qui verront une nouvelle architecture de l'organisation prendront une avance décisive.

Il ne faut donc ni céder à la peur ni se laisser emporter par la mode. L'IA agentique mérite mieux que l'enthousiasme naïf et mieux que le rejet automatique. Elle appelle une attitude plus exigeante : comprendre avant d'acheter, tester avant de généraliser, gouverner avant de déléguer, former avant de remplacer, mesurer avant de célébrer.

L'IA AGENTIQUE : NOUVEAU MIRAGE OU FIN DE L'ENTREPRISE LOGICIELLE ?

Wald Maâlam face au
Hype Cycle de Gartner

Par Dr Az-Eddine Bennani

HYPE CYCLE 2026 – GARTNER

COMPRENDRE L'OBJECTIF

ACCÉDER AUX DONNÉES

UTILISER DES OUTILS

IA AGENT

AGIR DANS LES SYSTÈMES

DÉCIDER

RENDRE COMPTE ET APPRENDRE

ENJEUX CLÉS

- Gouvernance et responsabilité
- Données de qualité et sécurité
- Intégration des systèmes
- Compétences et formation
- Valeur métier et impact réel

“ Le sommet du Hype Cycle n'est pas le sommet de la maturité. C'est le sommet du bruit. La maturité viendra plus tard, pour ceux qui auront compris que l'agent IA n'est pas seulement une technologie de plus. C'est un **révélateur**. **”**

Le sommet du Hype Cycle n'est pas le sommet de la maturité. C'est le sommet du bruit. La maturité viendra plus tard, pour ceux qui auront compris que l'agent IA n'est pas seulement une technologie de plus. C'est un révélateur. Il révèle la qualité des données, la clarté des processus, la solidité du management, la capacité d'apprentissage et la souveraineté numérique des organisations. La prochaine révolution ne sera donc pas celle des agents seuls. Elle sera celle des organisations capables de les maîtriser.

Le Hype Cycle de Gartner a le mérite de nous prévenir : l'IA agentique fascine déjà, mais elle n'aura de valeur que si elle est gouvernée, contextualisée et mise au service réel des organisations.

Dr Az-Eddine Bennani.

G7 numérique : l'IA au cœur d'une nouvelle bataille de souveraineté

Le G7 numérique prévu à Évian, du 15 au 17 juin 2026, ne sera pas un sommet technique de plus. Derrière les mots rassurants, intelligence artificielle, innovation, écologie, mines; se joue une question beaucoup plus politique : qui fixera les règles du monde numérique de demain ?

Les ministres du Numérique du G7 se retrouveront dans un contexte de forte accélération technologique. L'intelligence artificielle bouleverse déjà les entreprises, les administrations, l'éducation, la santé, la culture et les médias. Mais elle révèle aussi une dépendance inquiétante : dépendance aux puces, aux centres de données, aux plateformes, aux modèles d'IA et aux infrastructures énergétiques qui les alimentent.

La France veut profiter de ce rendez-vous pour défendre une ligne : ne pas laisser l'IA devenir uniquement l'affaire des géants américains ou chinois. Le sommet d'Évian met ainsi en avant une ambition de souveraineté numérique, mais aussi une volonté de coopération entre démocraties industrielles. L'enjeu n'est plus seulement d'innover, mais de garder la maîtrise des outils qui structurent l'économie, l'information et même la décision publique.

Autre point sensible : l'écologie. L'IA consomme énormément d'énergie, mobilise des ressources rares et dépend de minerais stratégiques. Parler d'innovation sans parler de mines, d'eau, d'électricité et de carbone serait donc une illusion. Le numérique n'est plus un nuage immatériel : c'est une industrie lourde, avec ses câbles, ses serveurs, ses métaux et ses tensions géopolitiques.



Le G7 numérique d'Évian pose donc une question simple : les démocraties peuvent-elles encore construire une IA ouverte, fiable et soutenable, ou devront-elles se contenter d'utiliser des technologies conçues ailleurs ?

Pour les pays comme le Maroc, ce débat est loin d'être lointain. Il concerne directement la formation, l'industrie, les données, la cybersécurité et la place des entreprises nationales dans les chaînes de valeur numériques. Car la souveraineté numérique ne se décrète pas dans les communiqués : elle se construit par l'investissement, les compétences, les infrastructures et une vision publique claire.

Évian pourrait ainsi marquer un tournant. Non pas parce que le G7 résoudra tous les problèmes, mais parce qu'il acte une réalité devenue impossible à ignorer : l'IA n'est plus seulement une technologie. C'est désormais un territoire de puissance

ChatGPT donne-t-il l'impression d'être fatigué ?

Le nouveau bouton discret qui règle son "effort mental"

Il fallait bien que cela arrive : après avoir demandé aux humains de mieux gérer leur fatigue numérique, voilà que les utilisateurs se mettent à surveiller celle de leur intelligence artificielle.

ChatGPT répond-il trop lentement ? Semble-t-il réfléchir plus que nécessaire ? Donne-t-il parfois l'impression de "s'épuiser" sur une simple question ?

Derrière cette sensation un peu étrange se cache une nouveauté beaucoup plus sérieuse : OpenAI introduit progressivement dans ChatGPT des réglages permettant de choisir le niveau de réflexion du modèle avant d'envoyer un message.

L'idée est simple, presque domestique : inutile de sortir la grosse artillerie cognitive pour demander une reformulation courte, un titre d'article ou une traduction rapide. À l'inverse, lorsqu'il s'agit d'analyser un document complexe, de construire une stratégie, de vérifier une argumentation ou de résoudre un problème délicat, mieux vaut laisser le modèle "penser" plus longtemps. En clair, ChatGPT ne fatigue pas comme un humain, mais il consomme des ressources. Et ces ressources, côté utilisateur, peuvent peser sur les limites d'usage.

OpenAI a donc déplacé certains contrôles de sélection du modèle et de l'effort de réflexion directement dans l'interface de rédaction. L'utilisateur peut choisir plus facilement entre une réponse rapide et une réponse plus approfondie. Selon les versions et les abonnements, les options peuvent prendre la forme de modèles comme Instant, Thinking ou Pro, ou de niveaux d'effort tels que Standard, Extended, voire Light ou Heavy pour certains profils. Le principe reste le même : ajuster la profondeur de raisonnement à la difficulté réelle de la demande.

C'est là que l'usage devient intéressant. Beaucoup d'utilisateurs traitent ChatGPT comme un moteur universel, en lui demandant tout, tout le temps, au même niveau d'intensité. Or une IA conversationnelle n'a pas besoin de mobiliser son mode le plus puissant pour corriger une phrase ou proposer trois hashtags. Utiliser systématiquement le mode le plus réfléchi, c'est un peu comme prendre un avion-cargo pour livrer une baguette de pain. Cela fonctionne, mais ce n'est pas forcément rationnel. Ce réglage introduit donc une forme d'écologie de l'usage. Non pas une écologie morale ou culpabilisante, mais une écologie pratique : préserver ses quotas, éviter les ralentissements inutiles, obtenir des réponses plus rapides quand la tâche est simple, et réserver l'effort maximal aux vraies questions. Pour les journalistes, les étudiants, les communicants, les développeurs ou les entrepreneurs, cette nuance peut changer la manière de travailler avec l'IA.



Le mode Instant convient aux demandes courantes : résumer un paragraphe, trouver un titre, corriger une faute, reformuler une phrase, générer une idée simple.

Le mode Thinking devient plus pertinent lorsqu'il faut comparer, argumenter, hiérarchiser, analyser ou produire un raisonnement structuré.

Le mode Extended, lui, doit rester l'outil des dossiers lourds : notes stratégiques, plans complexes, analyse de rapports, vérification d'hypothèses, écriture longue ou scénarios à plusieurs variables.

La vraie nouveauté n'est donc pas seulement technique. Elle est culturelle. Jusqu'ici, beaucoup d'utilisateurs demandaient à l'IA de "faire mieux", sans vraiment se demander combien d'effort il fallait mobiliser. Désormais, ils devront apprendre à piloter la puissance comme on règle la vitesse d'une voiture : doucement en ville, plus fort sur autoroute, prudemment dans les virages.

Quant à l'impression de fatigue de ChatGPT, elle relève surtout de notre projection humaine. Une machine ne baille pas, ne sature pas émotionnellement, ne réclame pas de café. Mais elle peut être sollicitée de manière inefficace. Et c'est peut-être là l'ironie de cette nouveauté : ce n'est pas ChatGPT qu'il faut ménager, c'est notre manière de l'utiliser.

Dans un monde où l'intelligence artificielle devient un outil quotidien, savoir poser une bonne question ne suffira plus. Il faudra aussi savoir choisir le bon niveau d'effort. La prochaine compétence numérique ne sera peut-être pas seulement de parler à l'IA, mais de lui dire quand elle doit réfléchir... et quand elle peut simplement répondre.

L'IA devient réalisatrice : Google appuie sur "Play" avec Gemini Omni Flash

Et si demain, tourner une vidéo ne demandait ni caméra, ni plateau, ni même acteur... juste une phrase envoyée depuis ton téléphone ? C'est exactement le genre de futur que Google vient de poser sur la table avec son nouveau joujou : Gemini Omni Flash. Expliquer ou raconter à ta place... où commence la réalité et où finit la simulation ?

Bienvenue dans l'ère où "décrire" suffit à créer

Google ne parle plus seulement d'intelligence artificielle, mais d'un vrai studio de création universel.

Avec Gemini Omni Flash, présenté lors de la Google I/O, le géant américain pousse encore plus loin son idée obsessionnelle : transformer n'importe quelle entrée en n'importe quelle création.

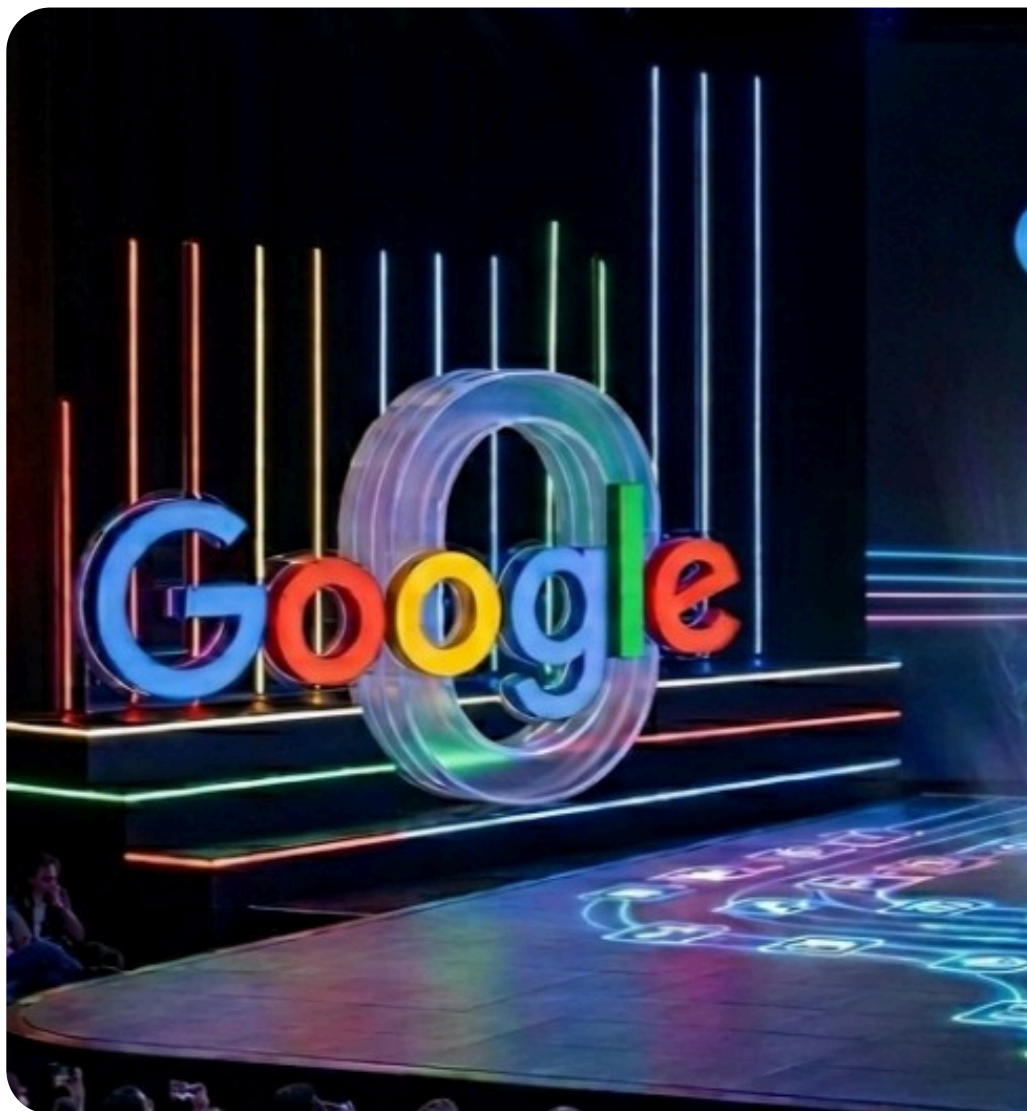
Texte, image, son, vidéo... peu importe le format de départ. L'IA avale tout et recrache une vidéo construite de toutes pièces.

Une sorte de blender numérique où tu peux dire "une scène de marché marocain au coucher du soleil avec une ambiance cinéma", et obtenir une séquence cohérente, animée, presque crédible.

Et ce n'est pas juste un générateur de clips. Google insiste sur un détail qui change tout : la cohérence. Les personnages ne changent pas de visage en plein milieu de la scène, les objets restent à leur place, et même la gravité semble respectée.

Une promesse qui vise directement les limites des IA actuelles, souvent accusées de produire des vidéos brillantes mais instables.

Autre évolution qui attire l'œil : la possibilité de modifier une vidéo en langage naturel. Ajouter un élément, changer un décor, déplacer une caméra... sans logiciel de montage, sans timeline, sans compétences techniques. Juste des instructions.



Ton avatar devient acteur principal de ta vie numérique

Là où Gemini Omni Flash devient franchement intrigant, c'est dans sa capacité à créer des vidéos à partir d'avatars. Google imagine déjà un futur où chacun pourrait produire du contenu avec une version numérique de soi-même, parlant avec sa propre voix.

Une idée qui ressemble autant à un outil de création qu'à un miroir un peu dérangentant. Parce que si ton double numérique peut présenter,

*Nisrine Zaouadi*

Dans le même temps, Google tente de rassurer. Toutes les vidéos générées intégreront un watermark invisible, appelé SynthID, censé permettre leur identification.

Une sorte de signature cachée pour éviter les dérives déjà vues ailleurs, entre deepfakes viraux et célébrités remixées sans consentement.

Une révolution créative... ou un nouveau chaos numérique ?

Derrière la magie technologique, une question flotte quand même dans l'air : est-ce qu'on est encore en train de créer, ou simplement de déléguer la création ?

Car Gemini Omni Flash ne promet pas seulement un outil de plus. Il annonce un changement de posture : passer de "je fais une vidéo" à "je décris une idée".

Une bascule qui peut séduire les créateurs de contenu, les marketeurs, les étudiants... mais qui inquiète aussi ceux qui voient dans la vidéo un espace de vérité.

Au Maroc comme ailleurs, où TikTok, YouTube Shorts et Instagram dictent déjà le rythme des tendances, ce type d'outil pourrait accélérer encore plus la production de contenus. Plus rapide, plus fluide... mais aussi peut-être plus flou.

Reste une certitude : avec ce genre d'IA, la frontière entre imagination et réalité devient encore plus fine. Et la vraie question n'est peut-être plus "qu'est-ce qu'on peut créer ?", mais plutôt "qu'est-ce qu'on va encore croire ?"

By Lady



99/25

CRITIQUE
"L'Intelligence économique et IA au Maroc" : un livre ambitieux, mais un diagnostic qui manque de terrain

ENTRETIEN
avec l'auteur de "L'Intelligence Économique et l'Intelligence Artificielle au service au Maroc"

IA ET EMPLOI

LE MAROC FACE À L'ICEBERG INVISIBLE DES MÉTIERS QUI BASCULENT

99 : 00 N

IMAGINE 100X WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK 1 version non-commerciale



www.pressplus.ma